

Lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

*La ville kurde de Kobané, en Syrie, bombardée par les islamistes.
Au premier plan, un char turc dont l'équipage observe la scène.*



- **France**
Le gouvernement socialiste
dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient 1
- **Gaza**
Après l'agression militaire israélienne 6
- **Ukraine**
Un pays que ses dirigeants, le Kremlin et les puissances
impérialistes précipitent dans une catastrophe sans fond 11
- **États-Unis**
Après les mobilisations de Ferguson,
où en sont les Noirs américains ? 16
- **Grande-Bretagne**
Référendum en Écosse : entre nationalismes réactionnaires 23
- **Belgique**
Les succès du PTB, pour quelle politique ? 32

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

N° 163
novembre

2014

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

- France, DOM-TOM 15 €
 - DOM-TOM (voie aérienne) 21 €
 - Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient 21 €
 - États-Unis, Canada 25 €
 - Autres : Amérique, Asie, Océanie 32 €
- Pour envoi sous pli fermé : nos tarifs sur demande

Pour la France : tout versement à l'ordre de Lutte Ouvrière par chèque, mandat ou virement à :

LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

France

Le gouvernement socialiste dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient

Moins d'une semaine après s'être rendu en personne en Irak, accompagné du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, Hollande annonçait le 18 septembre, lors d'une conférence de presse, la participation de la France à une coalition sous commandement militaire américain et à des opérations aériennes en Irak contre les milices de l'État islamique (EI). Le lendemain, 19 septembre, les avions Rafale décollaient de la base aérienne d'Al-Dhafra aux Émirats arabes unis et bombardaient pour la première fois le nord de l'Irak.

Après être intervenu au Mali en janvier 2013, en République centrafricaine en décembre de la même année, puis de nouveau dans la zone malienne en juillet 2014, le gouvernement de Hollande s'engage comme cinquième roue du carrosse dans une nouvelle guerre, au Moyen-Orient cette fois, avec le zèle que la gauche au gouvernement a toujours montré pour défendre les intérêts de l'impérialisme français.

LES VA-T-EN-GUERRE

Dès le début des bombardements américains en Irak, le 8 août, le gouvernement français avait tenu à soutenir les États-Unis. Fabius s'était empressé d'appeler à la nécessaire « *bataille contre le terrorisme* ». Le 5 septembre dernier, Hollande approuvait déjà l'idée d'une coalition internationale. « *À menace globale, réponse globale* », justifiait-il. De Fabius parlant de la détermination nécessaire dans la lutte contre les « *égorgeurs de Daech* » (« *État islamique en Irak et au Levant* » en arabe), à Valls martelant le 23 septembre que « *la France est une grande nation qui assume totalement ses responsabilités* », les déclarations va-t-en-guerre des dirigeants socialistes se sont enchaînées depuis. Et tous d'exploiter l'émotion suscitée par la décapitation des otages par l'EI pour en appeler à l'unité nationale derrière le gouvernement, tel le ministre de l'Intérieur Cazeneuve qui, répondant aux menaces d'attentats, déclarait : « *La France n'a pas peur parce qu'elle n'entend pas céder au piège des terroristes. (...) La France n'a pas peur parce qu'elle sait pouvoir*

compter sur la solidarité de tous ses concitoyens. »

En décidant d'intervenir militairement, Hollande aura au moins réussi une chose : obtenir un large consensus à droite. Il n'y a rien d'étonnant à cela, gouvernements de droite et de gauche ont toujours mené la même politique de défense des intérêts des grands groupes capitalistes, en politique intérieure comme en politique extérieure. « *La décision du chef de l'État de frapper les terroristes nous fait entrer en guerre. (...) Il faut être résolument solidaire et ne pas prêter le flanc à la moindre critique. Nous demeurerons derrière le gouvernement et nos troupes* », a déclaré Yves Jégo, député et président par intérim de l'UDI. « *Il faut intervenir si on ne veut pas que le pays bascule* », a renchéri de son côté Hervé Morin, député UDI et ancien ministre de la Défense. « *On ne peut répondre que par la force au danger et à la menace que représentent ces djihadistes, organisés, suréquipés* », a affirmé l'ancien premier ministre UMP François Fillon.

Même du côté des représentants du Front de gauche, des écologistes et du Parti communiste, il n'y a pas eu d'opposition à l'intervention sur le fond, tout au plus quelques réserves. Cécile Duflot pour les écologistes s'est contentée d'inviter à avoir « *une réflexion assez poussée sur l'usage de ces frappes aériennes* ». Quelle audace ! Front de gauche et Parti communiste français, de leur côté, n'ont critiqué que la dépendance de la politique française vis-à-vis des États-Unis, ne remettant pas en cause le fait d'intervenir militairement en Irak. Le député Front de gauche François Asensi a ainsi déclaré être d'accord pour « *apporter une aide militaire à ceux qui résistent aux djihadistes, ainsi qu'un soutien politique, humanitaire, économique* », mais « *certainement pas sous un commandement américain et sous tutelle de l'Otan* ». Le dirigeant du Parti communiste français, Pierre Laurent, est allé dans le même sens en déclarant qu'« *au lieu d'être libre et indépendante, la France est accrochée à l'Otan* ».

Les dirigeants socialistes se sont donc lancés avec l'approbation quasi unanime de toute la classe politique dans une nouvelle guerre, au sein d'une coalition dirigée par les États-Unis et

rassemblant l'ensemble des pays impérialistes et plusieurs pays arabes, avec le Bahreïn, le Qatar, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Le président américain Barack Obama a salué l'engagement français en Irak, comme il se doit entre dirigeants bien élevés. « *La France, qui est un de nos alliés les plus anciens et les plus proches, est un partenaire solide dans nos efforts contre le terrorisme* », a-t-il déclaré. Mais il est clair que les quelques avions de chasse français qui ont bombardé des sites logistiques de l'EI ne changeront pas grand-chose à la situation. Tout au plus serviront-ils pour la promotion des avions Rafale de Dassault. Si Obama avait besoin de constituer une large coalition, à laquelle Hollande a accepté de participer avec tant d'enthousiasme, c'est d'abord pour mieux faire accepter cette nouvelle guerre, qui intervient seulement trois ans après le départ de l'armée américaine d'Irak, à une opinion publique américaine à qui il avait promis le désengagement d'Afghanistan et d'Irak. C'est aussi parce qu'il était plus facile d'associer les potentats du Moyen-Orient à une guerre n'apparaissant pas comme purement américaine.

Mais, quelle que soit l'étendue de la coalition, cette guerre qui se fait sous le couvert de la lutte contre le terrorisme et la barbarie est une guerre impérialiste. Comme toutes les guerres précédentes menées par l'impérialisme dans cette région du monde, elle n'aboutira qu'à accroître encore le chaos, et à remplacer une barbarie par une autre.

LES MILICES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE, PRODUIT DES INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES

Il y a certes de quoi être horrifié par les appels au meurtre des ressortissants occidentaux par les chefs des milices islamistes en Irak et en Syrie et les décapitations d'otages. Ce sont des actes de barbarie, mais c'est une barbarie dont les premières victimes sont les populations du Moyen-Orient. Les milices de l'EI imposent dans les territoires qu'elles ont conquis une dictature moyenâgeuse, décapitant, coupant les mains, réduisant les femmes en esclavage. Mais cette barbarie est le produit direct de la politique des grandes puissances.

Les milices regroupées au sein de l'État islamique en Irak et au Levant se sont développées en Irak, après la guerre déclenchée par les États-Unis en 2003 et durant les années d'occupation qui suivirent, en lien avec bien d'autres dont celles d'al-Qaïda. Dans ce pays dont la population est composée pour 54 % d'Arabes chiïtes, pour 22 % d'Arabes sunnites, pour 24 % de Kurdes, et de quelques autres communautés, chrétiennes,

Yazidis et autres, qui ont longtemps vécu ensemble, la politique des armées d'occupation a été de diviser pour mieux régner, quitte à créer entre les différentes communautés des oppositions là où elles n'existaient pas. Les États-Unis et leurs alliés impérialistes ont créé une situation d'affrontement entre milices sunnites et chiïtes en particulier, en s'appuyant tantôt sur les unes, tantôt sur les autres, pour reconstituer un appareil d'État à la place de celui existant sous Saddam Hussein. Toutes ont recruté en s'appuyant sur le mécontentement créé par l'occupation impérialiste, un mécontentement alimenté par les exactions des armées étrangères.

Dès juillet 2011, fuyant l'Irak, les groupes d'EIL rejoignirent la Syrie au moment où la contestation du régime de Bachar el-Assad débouchait sur une guerre entre cliques militaires, y trouvant un terrain de recrutement et d'entraînement.

Si l'impérialisme américain ne souhaitait pas l'effondrement du régime syrien, qu'il jugeait potentiellement dangereux dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient, il n'en saisit pas moins l'occasion de l'affaiblir en laissant ses alliés régionaux agir. Les États du Golfe et en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar, hostiles au régime de Bachar el-Assad qui est pour eux un rival, fournirent aux milices de l'EIL, entre autres, de l'argent et des armes. De son côté la Turquie de Recep Tayyip Erdogan leur offrit des facilités pour s'entraîner sur son sol et pour s'infiltrer en Syrie par la longue frontière séparant les deux pays.

Après s'être renforcée en Syrie dans la guerre contre Assad, l'EIL put investir de nouveau l'Irak et déstabilisa son gouvernement, mis en place par les autorités d'occupation américaines, sans pouvoir réel, et dont l'armée fut mise facilement en déroute.

L'organisation de l'EIL, devenue l'organisation de l'État islamique, est bien l'enfant monstrueux de la politique impérialiste, dont le développement a été favorisé matériellement par les alliés des États-Unis dans la région, et politiquement par les dix années de guerre et d'occupation impérialiste.

LA BARBARIE DES DJIHADISTES ET CELLE DE L'IMPÉRIALISME

D'Obama à Hollande, tous les dirigeants des vingt-deux pays impliqués dans la coalition disent s'inquiéter du sort de la population irakienne, à commencer par celle d'al-Anbar, la première région frontalière avec la Syrie conquise par les milices de l'EI à partir de janvier dernier, provoquant la fuite de 500 000 personnes. Mais ce qui les préoccupe est le fait que ces milices djihadistes soient incontrôlables et que, en entraînant une perte de contrôle sur toute une région, elles pourraient finir

par menacer les affaires des grands groupes capitalistes, les grandes compagnies pétrolières et bien d'autres qui y sont présents.

Depuis le découpage du Moyen-Orient entre France et Angleterre au sortir de la Première Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, les interventions des pays impérialistes dans la région ont répondu à l'objectif d'y maintenir leur domination politique et économique, quel que soit le prix à payer pour les populations. Pour ce faire, l'impérialisme a toujours cherché à diviser pour régner, s'appuyant sur les oppositions communautaires et religieuses ou sur les rivalités entre les États qu'il avait lui-même contribué à créer, et cherchant à favoriser les forces les plus réactionnaires. Et si pendant toute une période les dirigeants impérialistes ont dû composer avec des régimes d'inspiration nationaliste comme l'Égypte de Nasser, l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie des Assad père et fils, ils ont aussi saisi toutes les occasions d'exercer des pressions, de les affaiblir, voire d'intervenir pour les remplacer par des régimes plus dociles.

Aujourd'hui, on retrouve dans la coalition constituée officiellement pour combattre la barbarie des milices de l'EI l'Arabie saoudite, qui est une dictature moyenâgeuse, qui pratique les décapitations publiques et interdit toute liberté aux femmes. Selon un rapport d'Amnesty International publié le 14 octobre, le nouveau gouvernement irakien, qui a reçu l'appui des États-Unis « *soutient et arme des milices chiites qui ont enlevé et tué des dizaines de civils sunnites ces derniers mois et qui bénéficient d'une impunité totale pour ces crimes de guerre* ». On voit ce qu'il en est de ce gouvernement d'Haïdar al-Abadi, censé se baser sur un rassemblement pour faire oublier les divisions nées sous l'exercice de son prédécesseur Nouri al-Maliki, accusé d'avoir contribué à la montée en force de l'EI dans ce pays majoritairement chiite en menant une politique autoritaire excluant la minorité sunnite. C'est à ce même gouvernement que Hollande a tenu à « *affirmer le soutien et la solidarité de la France* » lors de sa visite à Bagdad le 12 septembre.

L'ancien Premier ministre français Dominique De Villepin, lui-même opposé à la participation de la France à l'opération américaine, déclarait le 12 septembre qu'« *une nouvelle guerre en Irak est absurde et dangereuse. (...) Il serait temps que les pays occidentaux tirent les leçons de l'Afghanistan. Il y avait en 2001 un foyer de terrorisme. Aujourd'hui il y en a une quinzaine. Nous les avons multipliés. (...) Combien de terroristes allons-nous créer ?* » Villepin est tout autant un serviteur des intérêts de l'impérialisme français que les autres politiciens de droite et de gauche qui

ont approuvé l'intervention militaire française en Irak, mais le constat n'en reste pas moins juste. Il ne pourra sortir de ces nouvelles interventions que de nouvelles divisions, de nouvelles contradictions opposant peut-être des forces encore plus barbares.

DU MALI À L'IRAK : CONTINUITÉ DANS LA POLITIQUE VA-T-EN GUERRE DES SOCIALISTES DE GOUVERNEMENT

La France est présente depuis longtemps au Moyen-Orient. Elle est, avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, l'une des trois puissances dont les rivalités ont marqué l'histoire de cette région. Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France avait obtenu un mandat de la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU couvrant la Syrie et le Liban, la Grande-Bretagne obtenant de son côté un mandat sur un territoire plus large comprenant la Palestine, l'Irak et ce qui est aujourd'hui la Jordanie. La France s'était de plus attribué la part allemande de la compagnie pétrolière exploitant le pétrole de Mossoul, au nord de l'Irak actuel, qui allait devenir l'ancêtre de Total. Mais après la Seconde Guerre mondiale les États-Unis s'imposèrent comme la seule puissance économique et politique dans la région, réduisant le rôle des impérialismes européens.

Si le Moyen-Orient est depuis lors entièrement sous influence américaine, l'impérialisme français y a gardé des intérêts économiques. Et il a toujours tenté, comme d'autres impérialismes de second ordre, de garder de bonnes relations avec des États de la région, s'accommodant des pires dictatures quand il s'agissait de clients potentiels pour ses entreprises capitalistes.

Ainsi, la guerre entre l'Irak et l'Iran qui dura de 1980 à 1988 fut une manne pour tous les grands noms de l'industrie française, Dassault, Aerospatiale, Matra, Giat. Mais les marchands de canons ne se contentèrent pas du marché irakien. Ils allèrent aussi vendre leurs armes à l'autre camp. Ainsi le scandale dit de l'Irangate révéla comment de grandes quantités d'armes américaines furent vendues à l'Iran par l'intermédiaire d'Israël, pendant pratiquement toute la durée de la guerre. Mais les USA ne furent pas les seuls. La France connut elle aussi son Irangate, lorsqu'il fut révélé que la société Luchaire avait livré plus de 400 000 obus d'artillerie lourde à l'Iran, en utilisant de faux certificats de destination.

Les multinationales françaises sont aujourd'hui toujours présentes au Moyen-Orient et y font des affaires très profitables. La France serait en passe de négocier un contrat d'armement de plusieurs milliards d'euros avec Riyad. En 2013, l'Arabie saoudite était déjà le premier client de la France

avec 1,92 milliard d'euros d'achat d'armes. Il y a encore un an, l'Irak était considéré comme un pays certes dangereux, mais aussi comme un énorme marché, et aiguillait les appétits de bien des groupes capitalistes comme Alstom ou Total. Celui-ci exploite depuis longtemps le pétrole irakien et, déjà présent sur le gisement de Halfaya dans le sud du pays, visait des sites prometteurs au Kurdistan irakien. Le chaos actuel remet sans doute en cause nombre de projets, tels la construction d'une ligne ferroviaire entre Bagdad et Bassora ou le métro aérien de Bagdad.

Mais il y a d'autres marchés prometteurs dans la région, et en particulier le marché iranien. En février dernier, plus d'une centaine de hauts dirigeants d'entreprises françaises se sont déplacés en Iran, s'engouffrant dans la brèche ouverte par la signature, trois mois auparavant, d'un accord sur le nucléaire qui permettait la levée partielle et provisoire des sanctions de l'ONU, des États-Unis et de l'Union européenne contre l'Iran. Ce pays renferme les deuxièmes réserves mondiales de gaz et les quatrièmes de pétrole, et offre un marché de près de 80 millions de consommateurs en plein essor. Total, Alstom, Renault, PSA ou encore Suez environnement étaient du voyage. Et de nouveau les 14 et 15 octobre derniers, à Londres, banquiers et entrepreneurs iraniens et européens se sont retrouvés à l'occasion d'un forum, autour de personnalités comme Hubert Védrine, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères. C'est peu dire que depuis des mois les grandes multinationales françaises, ainsi que d'autres comme les grands groupes américains, lorgnent sur le marché que représente la République islamique.

Garder un pied au Moyen-Orient, non pas pour sauver l'humanité de la barbarie et du terrorisme, mais pour des raisons bien plus basement matérielles, s'imposait donc à ce fidèle serviteur des intérêts capitalistes français qu'est Hollande. Neuf Rafale, un avion espion, un ravitailleur et un peu de matériel militaire, cela valait bien quelques déclarations fracassantes. Hollande s'est donc engagé, certes à minima, dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient, alors qu'en moins de deux ans l'armée française est intervenue déjà trois fois dans sa chasse gardée africaine. Des guerres coloniales aux interventions militaires aux quatre coins du monde, les dirigeants socialistes sont décidément toujours les plus va-t-en guerre.

En janvier 2013, l'intervention française au Mali, baptisée opération Serval, s'était faite aussi bien sûr au nom de la lutte contre le terrorisme et la barbarie. Un an et demi plus tard, Hollande annonçait une nouvelle intervention militaire, l'opération Barkhane, dans une région s'étendant

sur quatre autres pays en plus du Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, portant à 3000 le nombre des soldats présents. Entre-temps, en décembre 2013, l'armée française était intervenue en Centrafrique. Le but officiel de cette opération militaire était cette fois encore de mettre fin aux massacres et de désarmer les milices qui s'y livraient. Mais ce qui motive d'abord les décisions des gouvernements français d'intervenir dans cette zone est d'abord le souci de protéger les intérêts des grandes sociétés qui y sont présentes. Ce sont notamment les intérêts de Total qui exploite le pétrole en Mauritanie, ou de la SNIM, qui dispose des minerais de fer particulièrement riches de ce pays, ceux d'Areva, qui exploite l'uranium au Niger, deux pays frontaliers du Mali. Et comme au Moyen-Orient, c'est cette exploitation, cette mise en coupe réglée de toute une partie de l'Afrique par le grand capital français, doublée de la présence et des interventions militaires, qui contribue à engendrer régulièrement des conflits, du Mali au Centrafrique et à la Libye.

La détérioration de la situation en Libye pose maintenant un problème à l'impérialisme français. « *Ma préoccupation majeure est la Libye, où les djihadistes progressent et où la confusion est totale* », a déclaré son représentant à la conférence des ambassadeurs, le 28 août dernier. Le ministre de la Défense, Le Drian, était déjà intervenu en septembre dernier sur le même thème, s'inquiétant de la « *dégradation de la situation sécuritaire en Libye* ». Trois ans après l'intervention des armées occidentales par des bombardements, par l'armement des différentes milices combattant Kadhafi et par l'élimination de ce dernier, ce pays est lui aussi plongé dans le chaos. La Libye est devenue le refuge des groupes armés djihadistes qui menacent les intérêts des groupes français dans les pays frontaliers. Un rapport du Sénat, datant de juillet 2013 et présenté par Jean Pierre Chevènement et Gérard Larcher, soulignait qu'en Libye les crises malienne et syrienne sont « *susceptibles de s'y rejoindre* ». Et le rapport poursuivait : « *En Libye s'opère le couplage entre montée du terrorisme au Maghreb, au Machrek, au Moyen-Orient et en Afrique sub-saharienne* », un couplage avec le Moyen-Orient « *qui s'opère via la participation de combattants libyens à la crise syrienne.* »

Comme en Irak, ces milices sont les sous-produits voire les monstrueuses créatures de la politique des pays impérialistes, les filles ou les sœurs des milices équipées par des « conseillers » français, britanniques, américains, à qui se sont ajoutés pour certaines les stocks d'armes disponibles, achetés en son temps par le dictateur Kadhafi auprès des industriels occidentaux et sur

lesquels elles ont pu faire main basse.

Hollande et le Drian s'inquiètent des conséquences néfastes que peut avoir cette instabilité pour les affaires, bien plus que du sort de la population pauvre. Elle pourrait rendre nécessaire une nouvelle intervention sous la forme d'une extension vers la frontière libyenne du dispositif militaire français déjà présent au Mali, en Centrafrique et au Tchad. Mais la France aurait alors besoin de l'aide des autres puissances impérialistes, dont les États-Unis. L'intervention française en Irak pourrait alors faire partie d'un échange de bons – ou de mauvais – procédés : un service rendu en participant à la coalition voulue par Obama en vaudrait un autre, attendu des États-Unis.

AUCUN SOUTIEN
À CETTE NOUVELLE GUERRE IMPÉRIALISTE !

Les pays impérialistes sont embourbés dans de nombreux conflits, et chaque intervention militaire censée régler l'un d'eux en engendre de nouveaux. Leurs gouvernements engendrent la barbarie par leurs interventions et sèment la mort sous prétexte de la combattre. Mais ceux qui paient le prix fort de cette situation sont les masses pauvres des pays concernés. Elles continuent de subir les bombardements et les destructions qui les accompagnent, sont condamnées à se réfugier dans des camps où elles manquent de tout si elles veulent échapper aux attaques des milices et à la dictature des seigneurs de guerre.

S'ils peuvent s'attendre au pire de la part des démagogues qui se couvrent du drapeau de la religion pour imposer leurs lois barbares et les renvoyer des siècles en arrière, les peuples des régions en conflit n'ont rien à attendre non plus de puissances impérialistes qui n'interviennent que pour préserver un statu quo régional garantissant les profits des multinationales, pétrolières ou autres.

Les masses pauvres du Moyen-Orient n'auront un autre avenir que si elles le construisent elles-mêmes, en se rangeant derrière le drapeau du changement social contre leurs exploités et contre toutes les forces réactionnaires qui les servent d'une façon ou d'une autre. En même temps, il leur faut mettre fin au pillage de la région

par l'impérialisme, à sa présence et à ses interventions militaires, qu'elles s'effectuent directement ou par le biais des différents États arabes, de la Turquie ou d'Israël, ou encore par le biais de milices plus ou moins contrôlables.

Bien sûr, c'est là avoir affaire à forte partie. En finir avec le système d'exploitation impérialiste nécessite de se trouver des alliés, non seulement au sein des peuples de toute la région, mais dans la classe ouvrière des pays impérialistes eux-mêmes, qui subit l'exploitation de ce système même si elle ne se traduit pas par le même degré de barbarie.

Les travailleurs des pays impérialistes n'ont aucune solidarité à avoir vis-à-vis de leur propre gouvernement, ni aucun soutien à accorder à ses interventions militaires qui, même quand elles se parent du masque de la lutte contre la barbarie, aboutissent en fait à la renforcer. Combattre l'exploitation capitaliste telle qu'on la subit au quotidien dans un pays comme la France implique aussi de combattre la politique que mènent les mêmes capitalistes, appuyés par leur gouvernement, en Afrique, au Moyen-Orient ou ailleurs. C'est la seule façon d'être vraiment solidaires des femmes et des hommes, ouvriers, paysans ou chômeurs de ces pays, qui ne sont pas plus responsables de la barbarie des djihadistes que les travailleurs d'ici ne le sont de celle semée par les interventions militaires occidentales.

Il n'y a certes pas à s'étonner que le Parti socialiste au gouvernement participe à une nouvelle guerre impérialiste en Irak. Il a toujours participé et cautionné les guerres coloniales, quand il n'en prenait pas la tête comme ce fut le cas pour la guerre d'Algérie. Il a toujours agi en zélé serviteur des intérêts de l'impérialisme. Mais il faut dénoncer sa politique, celle qu'il mène à l'extérieur comme celle qu'il mène à l'intérieur, et le faire au nom des intérêts de l'ensemble des travailleurs. C'est l'intérêt commun de tous les exploités d'en finir avec un système capitaliste qui sème la misère et la mort dans le monde, et c'est au nom de cette lutte que les travailleurs doivent s'opposer à la nouvelle guerre impérialiste que les Hollande et autres va-t-en guerre voudraient mener en leur nom.

15 octobre 2014

Gaza

Après l'agression militaire israélienne

À l'issue de la conférence consacrée à la « reconstruction de Gaza » qui s'est tenue au Caire le 12 octobre 2014, les représentants des États participants se sont engagés à verser 5,4 milliards de dollars (4,3 milliards d'euros).

Sur les cinquante pays présents au Caire, la promesse du Qatar est la plus généreuse avec 800 millions d'euros, suivie par celles de l'Union européenne et des États-Unis, se montant respectivement à 450 et 315 millions d'euros.

Mais si l'on en croit les déclarations du ministre norvégien des Affaires étrangères à une chaîne de télévision égyptienne, seule la moitié de la somme promise sera affectée à la reconstruction de Gaza. C'est dire que l'aide sera bien en dessous des 4 milliards de dollars demandés par l'Autorité palestinienne pour « reconstruire Gaza ». Et comme le versement de ces sommes pourrait être conditionné à la reprise des « négociations de paix » avec Israël, reprise qui ne dépend ni de l'Autorité palestinienne ni du Hamas, il n'est pas dit qu'au final les Palestiniens bénéficient d'une aide substantielle.

Toute une discussion s'est par ailleurs engagée, d'où il ressortait que nombre d'États donateurs sont « fatigués » d'avoir à mettre la main à la poche après chaque intervention israélienne. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, s'est déclaré « *très en colère* » car, a-t-il expliqué, « *en 2009, la communauté internationale s'était déjà réunie (en Égypte, pour la reconstruction de Gaza). Nous sommes à nouveau ici (...). Le cycle constructions-destructions se poursuit, il empire.* » Certes, mais qu'ont donc fait tous ces « donateurs » qui se disent « frustrés » aujourd'hui, à commencer par les plus puissants comme les États-Unis ou les pays de l'Union européenne, pour empêcher l'État israélien d'envoyer ses avions bombarder Gaza ? Absolument rien ! Et surtout, rien n'est demandé à Israël concernant les réparations, alors qu'il est le premier responsable des destructions. C'est d'ailleurs une constante de ne rien exiger de cet État qui peut bombarder et massacrer impunément à Gaza, avec la complicité passive, si ce n'est active, des grandes puissances. L'opération « *Bordure protectrice* » a non seulement été la troisième agression militaire majeure sur Gaza en six ans, mais

elle a également été la plus importante depuis le début de l'occupation des territoires palestiniens en 1967.

GAZA TRANSFORMÉ EN UNE PRISON À CIEL OUVERT

Dans la petite bande côtière de Gaza, longue de 41 km et large de 6 à 12 km, vivent plus de 1,8 million de personnes, ce qui en fait une des zones du monde les plus densément peuplées avec plus de 4 700 habitants au kilomètre carré. Plus d'un tiers des Gazaouis vivent dans un des huit camps créés en 1949, au lendemain de la naissance de l'État d'Israël, pour accueillir une partie des centaines de milliers de Palestiniens expulsés de leurs terres. Après la guerre des Six jours, la bande de Gaza passa sous administration israélienne. Plus que tout autre territoire, elle concentrait tous les éléments susceptibles d'en faire une véritable poudrière. C'est d'ailleurs dans un des camps de Gaza, celui de Jabaliya, qu'a commencé la première Intifada en décembre 1987.

En août 2005, le gouvernement israélien, alors dirigé par Ariel Sharon, décida d'évacuer l'enclave de Gaza, contraignant les quelque 8 000 colons israéliens qui s'y étaient établis à partir. Si ce Premier ministre israélien, connu pour ses idées d'extrême droite, alla jusqu'à s'opposer à une poignée de colons israéliens, ce ne fut pas par pacifisme ou parce qu'il répondait enfin aux aspirations nationales des Palestiniens. Pas du tout. Sharon jugea seulement que la poursuite de l'occupation de Gaza était devenue trop difficile et trop coûteuse, préférant consacrer ses forces à la poursuite de la colonisation en Cisjordanie.

En fait, les dirigeants israéliens ont transformé la bande de Gaza en une véritable prison à ciel ouvert, n'autorisant qu'un ou deux points de passage, qu'ils peuvent décider de fermer à tout moment, coupant les Gazaouis de tout contact avec le reste du monde. Après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en 2007, le gouvernement israélien soumit ce territoire à un blocus quasi total.

Les conséquences ont été dramatiques pour la population. L'importation des matériaux de base n'étant pas autorisée et les exportations n'étant plus possibles, presque toutes les entreprises de Gaza se sont retrouvées à l'arrêt. La pêche,

activité principale des Gazaouis, a été rendue quasiment impossible du fait de la restriction des zones maritimes autorisées aux Palestiniens. Plus de 40% des Palestiniens de Gaza, et près de 70% des jeunes, se sont ainsi retrouvés sans emploi. Pour 80% de la population, la survie quotidienne dépendait – et dépend toujours – de la distribution d’une aide alimentaire, acheminée en fonction du bon vouloir des autorités israéliennes. Le blocus s’appliquait, et s’applique toujours, à des produits aussi essentiels que les médicaments, les matériaux de construction, l’essence et le fioul sans lesquels la centrale électrique et les installations de purification des eaux ne peuvent fonctionner.

UN TERRITOIRE SOUMIS À DES INTERVENTIONS MILITAIRES RÉGULIÈRES

Depuis son départ de Gaza, l’armée israélienne n’a jamais cessé d’y intervenir comme bon lui semblait. Régulièrement, des bombardements ont lieu. Des militants palestiniens sont la cible de missiles qui tuent également tous ceux qui ont le malheur de se trouver à l’intérieur ou à proximité du bâtiment visé. En 2006, en 2008 et en 2012, les habitants de Gaza ont dû subir des opérations militaires de grande ampleur, meurtrières et destructrices.

Sur les cinquante et un jours qu’a duré la dernière agression, du 8 juillet au 26 août 2014, quelque 700 tonnes de munitions ont été utilisées par l’armée israélienne, ce qui équivaut au largage de deux tonnes de munitions par kilomètre carré. Le dernier bilan fait état de 2188 morts du côté palestinien, dont au moins 1 658 civils, et de plus de 11 000 blessés. 13% de l’ensemble des logements disponibles à Gaza ont été partiellement ou complètement détruits et quelque 110 000 personnes, ayant dû fuir les bombardements, sont toujours sans domicile.

Sur les 32 hôpitaux ou centres de santé, 17 ont subi des dégâts et six sont détruits. Les équipements d’approvisionnement en eau ont été grandement endommagés, privant 450 000 civils de tout accès à l’eau. La destruction de l’unique centrale électrique de Gaza prive d’électricité la totalité de ses habitants pendant approximativement vingt heures par jour, avec toutes les conséquences imaginables pour le fonctionnement des établissements nécessaires à la vie. Les bombardements n’ont pas épargné des infrastructures parrainées et contrôlées par l’ONU, y compris les écoles.

Pour justifier cette nouvelle guerre, les dirigeants israéliens ont, comme les fois précédentes, prétendu vouloir mettre fin aux tirs de roquettes sur Israël. S’est ajoutée cette fois-ci la

« menace » qu’auraient représentée des tunnels permettant des infiltrations de commandos palestiniens en Israël.

La politique des groupes palestiniens qui s’en prennent aux populations civiles au prétexte de lutter contre la politique des dirigeants israéliens est non seulement criminelle mais sans issue, ne serait-ce que parce qu’elle développe un sentiment d’insécurité parmi la population israélienne, favorisant le réflexe d’unité nationale derrière l’armée et le gouvernement qui s’en trouve ainsi renforcé.

Mais la simple évocation du bilan de cette guerre permet de juger des « arguments » avancés par le gouvernement israélien qui, en matière de terrorisme, est autrement plus efficace et meurtrier. Officiellement, six civils israéliens ont été tués alors que, dans le même temps, le terrorisme aveugle de l’État israélien faisait des milliers de morts du côté palestinien. Contre la barbarie dont a fait preuve l’armée israélienne, les révolutionnaires se devaient d’être inconditionnellement solidaires des Palestiniens massacrés à Gaza.

OPPRESSION ET EXPROPRIATION, DEUX CONSTANTES DE LA POLITIQUE D’ISRAËL

Ce nouveau bain de sang témoigne de l’impasse dans laquelle les deux peuples palestinien et israélien sont acculés. La responsabilité en incombe aux dirigeants israéliens qui, depuis la fondation de l’État israélien en 1948, ont toujours refusé de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, usant de la force pour le soumettre et le spolier d’une partie toujours plus importante de ses terres. Cette politique a conduit, à partir de 1967, à l’occupation par l’armée israélienne de la Cisjordanie et de Gaza.

Quand, à la fin des années 1980, éclata la première Intifada, la répression s’avéra inefficace pour briser la révolte palestinienne. Les dirigeants israéliens se résolurent alors, en 1993, à signer les accords d’Oslo avec l’OLP, la principale organisation palestinienne avec laquelle ils avaient refusé toute négociation jusque-là, la qualifiant de terroriste.

Les dirigeants israéliens acceptèrent de concéder une autonomie extrêmement restreinte à une administration palestinienne appelée Autorité palestinienne (AP) s’exerçant sur Gaza et une petite partie de la Cisjordanie. Mais ils se refusèrent à accepter la création d’un État palestinien. Par ces accords, il s’agissait d’abord et avant tout de confier aux dirigeants de l’OLP les tâches de police contre la population palestinienne que l’armée israélienne ne parvenait plus à assurer.

En fait, le « processus de paix » n’a jamais eu un début de commencement de réalisation. Le

Premier ministre israélien qui signa les accords d'Oslo ne fit que reconnaître l'OLP mais sans jamais s'engager à la moindre reconnaissance d'un État palestinien. Sur ce point, Rabin, que l'on présente encore comme ayant voulu réellement la paix, était pourtant très précis dans la politique qu'il défendait et ne cachait aucun de ses objectifs. À un journaliste qui lui demandait si l'accord passé avec le leader palestinien Arafat était une première étape vers un État palestinien, Rabin répondit: « *C'est exactement le contraire. Il s'agit d'un accord intérimaire qui permettra aux Palestiniens de gérer leurs affaires propres (...) mais nous maintiendrons la sécurité des implantations, nous aurons le contrôle et la sécurité des Israéliens circulant dans les Territoires et tout le dispositif de sécurité extérieur, le long du Jourdain et au sud de la bande de Gaza.* »

Et un mois avant son assassinat, Rabin précisait toujours: « *Nous envisagerons une solution permanente avec un État d'Israël qui inclura la plus grande partie de la terre d'Israël de l'époque du Mandat britannique, et à ses côtés, une entité palestinienne qui sera un foyer pour la plupart des résidents palestiniens vivant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un État et qu'elle gère de manière indépendante la vie des Palestiniens sous sa responsabilité. Les frontières de l'État d'Israël (...) seraient au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six-jours. Nous ne retournerons pas aux lignes de 1967.* »

Dans le même temps où les dirigeants de l'Autorité palestinienne s'engageaient à contrôler et au besoin à réprimer leur propre population, les gouvernants israéliens poursuivaient la politique de colonisation. Aujourd'hui, il y aurait plus de 382 000 colons en Cisjordanie et 200 000 à Jérusalem-Est. Et leur nombre continue d'augmenter, l'actuel gouvernement de Netanyahu les appuyant ouvertement. Rien que durant les six premiers mois de l'année 2014, plus de 7 500 nouveaux colons se seraient installés. À la fin du mois d'août 2014, les autorités israéliennes ont annoncé la saisie de 400 hectares de terres au sud de Bethléem, en Cisjordanie, ce qui constitue la plus grande saisie réalisée durant ces trente dernières années. Rappelons que la division de la Cisjordanie en trois zones établie par les accords d'Oslo est toujours en vigueur, 60% du territoire restant sous administration militaire israélienne.

L'AUTORITÉ PALESTINIENNE, ENTRE OPPOSITION ET COLLABORATION

Tous les gouvernements israéliens qui se succèdent, même les plus à droite, ont continué, quoique chichement, à reconnaître l'Autorité

palestinienne qui leur était finalement bien utile dans la mesure où elle jouait un rôle tampon avec une partie de la population de Cisjordanie, contribuant à lui faire accepter son sort.

Cette reconnaissance a minima laisse à l'Autorité palestinienne de faibles marges de manœuvre, d'autant que l'État israélien conserve tous les moyens de la contrôler complètement. À plusieurs reprises, l'État israélien s'est par exemple refusé à reverser le produit des taxes douanières qu'il est censé percevoir pour le compte de l'AP, tout le commerce extérieur palestinien transitant par Israël.

Sur le plan des relations commerciales, la dépendance des Palestiniens vis-à-vis de l'économie israélienne est quasi totale, 90% des échanges dans les deux sens se faisant avec Israël. En l'absence de monnaie palestinienne, c'est le shekel israélien qui est utilisé pour les échanges courants, ce qui permet à l'État israélien de garder la main sur l'ensemble du système financier palestinien.

Même l'aide pour la reconstruction de Gaza, qui vient d'être accordée, transitera en partie par Israël pour être ensuite gérée et redistribuée par l'AP. Comme l'a résumé cyniquement Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires Étrangères, après la conférence du Caire à laquelle Israël ne participait pas: « *La reconstruction elle-même ne se fera pas sans nous... Israël est un acteur indispensable de la reconstruction de la bande de Gaza* »... après avoir été l'acteur de sa destruction!

Mais au-delà des gouvernements israéliens successifs, la responsabilité de la situation actuelle incombe à la politique que les puissances impérialistes ont menée dans la région. En effet, si le gouvernement israélien peut se permettre de nier les droits des Palestiniens et se sent libre d'agir comme bon lui semble, c'est qu'il peut compter sur le soutien inconditionnel des États-Unis et d'autres puissances impérialistes. Dans cette région du Moyen-Orient si stratégique pour les intérêts occidentaux, les dirigeants israéliens ont montré leur capacité à mobiliser leur population et à l'amener à se battre avec détermination contre les États ou les peuples arabes avoisinants. C'est ce qui leur vaut de bénéficier de l'appui indéfectible des États-Unis, qui disposent ainsi d'un allié autrement plus fiable que les États arabes de la région, plus soumis à la pression de leurs populations.

Pour s'imposer dans cette région, les puissances impérialistes ont dressé les peuples les uns contre les autres. Et aujourd'hui, il est toujours dans leur intérêt que se poursuivent ces oppositions payées au prix fort par les populations

juive et arabe.

L'AUTORITÉ PALESTINIENNE, DANS LE GIRON DE L'IMPÉRIALISME

Pour autant, les États-Unis ne peuvent se passer d'alliés dans le camp arabe. L'Autorité palestinienne est l'un d'eux. Du coup, ils sont prêts à déboursier quelques millions pour payer les fonctionnaires de l'AP ou pour reconstruire des infrastructures sans lesquelles la vie n'est pas possible, par exemple pour rebâtir une centrale électrique dont ils savent qu'elle sera probablement à nouveau détruite par les avions israéliens. En fait, l'Autorité palestinienne doit son existence à l'aide internationale sans laquelle elle ne pourrait pas boucler son budget. Durant les années 1994-2000, le volume des aides attribuées à l'AP a oscillé en moyenne autour de 500 millions de dollars par an. Puis cette aide a doublé à partir de 2001, et continué à croître dans les années qui ont suivi. Comme l'a exprimé un diplomate occidental à un journaliste, à l'occasion de la conférence du Caire, les États payent pour garantir la « stabilité ». Et pour cela, ils payent d'abord pour doter le pouvoir palestinien d'une police : 35% du budget de l'Autorité palestinienne est consacré à la sécurité et plus de la moitié de ses employés appartiennent aux services de sécurité.

Ces financements ont eu deux principaux effets : le développement des appareils de l'AP et par conséquent celui de son poids économique et, presque par voie de conséquence, la corruption de la direction palestinienne. Cela a permis à toute une couche sociale de prospérer et de vivre convenablement. Issue de familles à la puissance ancienne ou constituée de nouveaux affairistes devant leur fortune à leurs liens avec des responsables de l'AP, une bourgeoisie domine l'économie palestinienne qui, pour être faible, n'en est pas moins source de profits pour une minorité. Ainsi il faut citer la famille Al-Masri, dont le patriarche Munib al-Masri, âgé de 80 ans, surnommé le Rothschild palestinien, a fait fortune bien avant la création de l'Autorité palestinienne. Mais ce proche de Yasser Arafat a su allier son « patriotisme » à un sens certain des affaires. Il dirige une société, PADICO, omniprésente dans tous les secteurs de l'économie, de la construction à la téléphonie. D'autres membres de la famille, cousins et neveux, dirigent des entreprises importantes, dans l'immobilier et le secteur bancaire notamment. Ces riches Palestiniens n'ont pas à subir les humiliations en franchissant les barrages israéliens car ils bénéficient de cartes de VIP, obtenues auprès d'officiels israéliens. Pour cette couche de privilégiés, la création de l'Autorité palestinienne a été une source d'enrichissement.

Par contre, pour la grande masse des Palestiniens, les conditions de vie sont toujours aussi difficiles, notamment à cause du chômage qui touche officiellement près d'un tiers de la population de Cisjordanie, certainement bien plus en réalité.

LA RIVALITÉ ENTRE LE HAMAS ET LE FATAH

Le Fatah, principale composante de l'OLP, est à la tête de l'Autorité palestinienne depuis sa création. La corruption de ses membres et le fait qu'il est apparu à la population comme complice des pressions israéliennes ont engendré des déceptions au sein de la population ce qui a ouvert la voie au Hamas. Rappelons que ce parti islamiste a bénéficié à ses débuts du soutien des autorités israéliennes qui voyaient en lui un moyen d'affaiblir les mouvements nationalistes qui se disaient laïcs et progressistes. Cette tactique a fini par se retourner contre les dirigeants israéliens quand le Hamas a conquis une audience en reprenant à son compte le drapeau du nationalisme palestinien. En janvier 2006, le Hamas a remporté les élections législatives et a constitué son propre gouvernement. En butte aux pressions internationales, à celles de l'État israélien, et devant le refus du Fatah de céder le pouvoir, les islamistes ont dû accepter la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement vola finalement en éclats, le Hamas prenant le contrôle de Gaza, tandis que celui de la Cisjordanie restait aux mains du Fatah.

À Gaza, le Hamas a utilisé les mêmes méthodes dictatoriales que son concurrent, pourchassant et emprisonnant les opposants. S'y est ajouté « l'ordre moral » que les islamistes ont, dans une certaine mesure, instauré à Gaza, les femmes ayant été les premières victimes de leurs idées archi-réactionnaires. La police des mœurs a bien tenté de s'immiscer dans tous les domaines de la vie sociale, mais s'est heurtée fort heureusement à bien des résistances car nombreux sont les Palestiniens qui supportent mal les interdits imposés par les religieux.

En avril 2014, le Fatah et le Hamas se sont mis à nouveau d'accord pour former un gouvernement d'union nationale, constitué de technocrates censés n'appartenir à aucun parti. Ce gouvernement, formé en juin, s'est réuni pour la première fois à Gaza le 9 octobre 2014. En réalité, sur le terrain, aucun des protagonistes n'accepte visiblement de lâcher une miette de pouvoir à son concurrent dans la zone qu'il contrôle. L'avenir montrera la durabilité de cette « réconciliation ». Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a là aucun enjeu pour la grande masse des Palestiniens, car le Fatah et le Hamas, qu'ils soient associés ou non dans un

même gouvernement, représentent chacun à leur façon les intérêts des catégories sociales les plus aisées, auxquels s'ajoutent pour le Hamas les intérêts de la hiérarchie religieuse.

**AFFIRMER LES PERSPECTIVES
INTERNATIONALISTES ET DU COMMUNISME**

Alors, quelles solutions, quel avenir pour les classes populaires de cette région du monde qui, depuis des décennies, se heurtent à l'impasse des nationalismes ?

Dans cette situation d'impasse sanglante, les manifestations qui ont eu lieu en Israël à plusieurs reprises contre la guerre à Gaza ont montré qu'il ne pouvait pas y avoir unanimité nationale. Certes très minoritaires, ceux qui ont manifesté, malgré les pressions de l'extrême droite nationaliste, représentent l'espoir que soit mis fin à la spirale guerrière. Il est à souhaiter qu'une fraction des Israéliens finissent par s'opposer à leur gouvernement et par se convaincre qu'il n'y a pas de paix possible sans que soit reconnu aux Palestiniens le droit à disposer de leur propre État, droit qui leur a été refusé jusqu'à aujourd'hui.

Mais pour les pauvres et les exploités, cette

lutte contre l'oppression nationale ne peut jamais se dissocier de la lutte contre l'impérialisme. La création d'un État palestinien ne suffira pas à changer le sort des masses palestiniennes. Un tel État, quelles que soient ses délimitations et l'étendue de sa souveraineté, ne mettra pas fin au sous-développement, à la misère et aux inégalités. Au contraire, il trouvera sa place dans l'ordre impérialiste, comme l'Autorité palestinienne aujourd'hui, et il aura pour mission de faire accepter son sort à sa population.

Pour les plus pauvres, la fin de l'oppression n'est possible qu'avec le renversement de l'ensemble du système impérialiste fondé sur la domination et l'exploitation du monde par quelques grandes puissances. C'est ce combat que devront mener ensemble les travailleurs et les exploités de cette région, juifs et arabes. C'est le combat que devra mener demain le prolétariat quand il retrouvera le chemin de la lutte révolutionnaire et des idées internationalistes. Et c'est cette perspective qu'il est essentiel que les communistes révolutionnaires continuent de faire entendre aujourd'hui.

21 octobre 2014

Ukraine

Un pays que ses dirigeants, le Kremlin et les puissances impérialistes précipitent dans une catastrophe sans fond

« *Qui sera Premier ministre après le 26 octobre* », date des premières élections législatives en Ukraine depuis la destitution du président Ianoukovitch ? Voilà ce qu'a titré, à la veille de ce scrutin, le quotidien populaire kiévien *Segodnya*. À vrai dire, la question passe largement au-dessus de la tête de la grande majorité de la population, confrontée au problème de survivre au jour le jour dans une situation de plus en plus catastrophique : envolée du chômage et des prix ; effondrement de son pouvoir d'achat avec le gel des retraites et des salaires réels ; guerre dans l'est du pays ; autorités qui avouent leur incapacité à assurer l'approvisionnement énergétique du pays, et donc son chauffage, alors que l'hiver approche...

En revanche, depuis des semaines, la question de l'élection d'une nouvelle Rada (le Parlement) est au centre de toutes les préoccupations et de l'agitation du monde politique ukrainien.

TOURNER LA PAGE, MAIS DE QUOI ?

L'actuelle majorité, celle issue du mouvement contestataire du Maïdan de l'hiver dernier, avec à sa tête le nouveau président Porochenko (un riche homme d'affaires pro-occidental qui avait été ministre de l'Économie de Ianoukovitch) et son Premier ministre Iatseniouk (un ancien haut bureaucrate du régime précédent), s'est évertuée à présenter ce scrutin anticipé comme indispensable pour « *tourner la page de l'ère précédente* » et renouveler le personnel politique.

Certes, les 450 députés élus en 2012 auraient dû rester en place jusqu'en 2017 et la majorité d'entre eux avaient figuré sur des listes (Parti des régions et Parti communiste) qui avaient soutenu Ianoukovitch. Mais cela ne les a pas empêchés, une fois ce dernier renversé, de poursuivre leur carrière au plus près du pouvoir. Comme précédemment. Et pour les mêmes raisons : la proximité du pouvoir est et reste en Ukraine, comme en Russie, le meilleur moyen de s'enrichir. Il ne faut donc pas s'étonner si, parmi ces députés, on retrouve vingt des cent premières fortunes d'Ukraine

(selon le classement du magazine *Forbes*) et un certain nombre de rejetons d'oligarques, ces magnats des affaires qui ont fait main basse sur les entreprises autrefois étatisées, avec la complicité, évidemment intéressée, des plus hautes autorités. Et ce n'est un paradoxe qu'en apparence de constater qu'après les événements du Maïdan ces mêmes oligarques ont, sauf rares exceptions, conforté leurs positions en devenant gouverneurs de région, voire ministres, eux dont l'activité prédatrice avait, lors de la mobilisation populaire de l'hiver dernier, uni une grande partie de la population ukrainophone et russophone en un même rejet, à la fois contre eux et contre la clique corrompue de Ianoukovitch qui les protégeait.

Passons sur la comédie de la « lustration », une loi dite de nettoyage politique adoptée sous la pression des secteurs les plus radicaux et souvent les plus à droite du Maïdan. Censée écarter du pouvoir des gens l'ayant exercé à un haut niveau sous le régime précédent, elle comporte tellement d'exceptions de droit et de fait que le président, les ministres, les gouverneurs en sont à l'abri et que seul le menu fretin pourrait éventuellement en pâtir. Une situation qui favorise d'ailleurs la démagogie de l'extrême droite ukrainienne : ainsi les néo-nazis de Pravyi sektor (Secteur de droite) se sont fait une spécialité d'organiser des « lustrations » à leur façon, et très médiatisées, en plongeant tel ou tel député dans une poubelle remplie de peinture, après un passage à tabac en règle.

En revanche, depuis cet été, des personnages relativement nouveaux issus de la mobilisation du Maïdan – le chef de la Banque nationale d'Ukraine, le ministre de l'Économie, celui des Affaires étrangères et celui de la Santé, ainsi qu'une jeune journaliste en vue durant l'EuroMaïdan portée à la tête de la Commission de lutte contre la corruption – ont été démis de leurs fonctions pour avoir cru, ou laissé croire, qu'ils pourraient changer quelque chose au mode de fonctionnement éminemment corrompu de la haute bureaucratie d'État. Alors que la population n'a pratiquement plus les moyens de se procurer des médicaments,

celui que l'on avait nommé le « médecin du Maïdan » avait cru que, devenu ministre de la Santé, il pourrait mettre de l'ordre dans la façon dont les hauts responsables de son ministère s'enrichissent ouvertement avec les appels d'offres aux sociétés pharmaceutiques : il a été renvoyé le 1^{er} octobre. Même chose, un mois plus tôt, pour son collègue de l'Économie qui venait, prétend-il, de découvrir que les chefs de département de ce ministère s'enrichissaient en pratiquant la corruption en grand – il a depuis parlé à leur propos de « *mafia du niveau intermédiaire* » – et avaient plus de pouvoir que leur supérieur en titre. En tout cas, ils ont eu le dernier mot.

Quant au fonctionnement clanique du régime lanoukovitch – des parents du précédent président, à commencer par son fils, s'enrichissaient en vendant des contrats d'État – il a si peu disparu que le nouveau président, qui a déjà casé un certain nombre de ses proches dans les sommets du pouvoir, n'a pas craint de mettre publiquement son fils sur orbite politico-affairiste, en le propulsant comme futur député à l'occasion du scrutin du 26 octobre.

Huit mois après la fuite de lanoukovitch, cinq mois après l'élection de son successeur Porochenko, une partie au moins de la population a sans doute perdu ses illusions quant au fait que le nouveau pouvoir aurait mis un terme, ou en tout cas atténué ces plaies de la société ukrainienne que sont la corruption, le clientélisme, le clanisme, l'enrichissement effréné de parasites disposant des leviers de commande.

Même dans un domaine, celui de la guerre contre les séparatistes du Donbass, où le pouvoir veut montrer qu'il ne cède pas, les tares de la bureaucratie affairiste s'étalent au grand jour. Le président, en uniforme, peut multiplier les rencontres télévisées avec des officiers et des soldats, son Premier ministre et rival se pavaner en tenue de tankiste à la tourelle d'un char (mais très loin des combats), les revers accumulés par les forces de Kiev face aux prorusses ne tiennent pas qu'au soutien matériel de Moscou à ses alliés de l'Est ukrainien, ni au fait que tous les conscrits ukrainiens n'ont pas forcément envie d'aller se battre contre une partie de leur propre peuple. Tous les reportages, les récits qui soulignent l'état déplorable de l'équipement et même de l'habillement des soldats du pouvoir central ukrainien, rappellent à leur façon que le budget militaire n'échappe pas à la règle qui veut que bien peu des financements publics dans ce pays arrivent à ce qui est leur destination officielle, la bureaucratie – ici militaire – se servant à pleines mains dans les caisses.

Cette guerre, qui coûte officiellement 4,4 millions d'euros par jour au budget ukrainien, n'a

donc pas fini, défaites ou pas sur le terrain, de rapporter gros à l'état-major et à ceux qui gravitent autour.

En tout cas, cela n'étonne même pas de voir à tous les coins de rue des quêtes pour équiper les soldats. Ou de savoir qu'une partie des forces engagées sur le terrain – les bataillons Azov, Donbass, etc. – est composée de milices privées, armées et équipées par de riches hommes d'affaires. Un geste politique qui peut rapporter, sur fond de militarisme et de chauvinisme – comme pour ce candidat-député qui a fait toute sa publicité autour du slogan : « *Moi, j'ai vendu ma Rolls-Royce, et je suis parti pour le front* », cet « investissement » ne coûtant d'ailleurs pas forcément grand-chose quand on sait que les oligarques avaient déjà tous leur petite armée privée dans leur fief, ne serait-ce que pour protéger ce dernier et les entreprises qui s'y trouvent des appétits de rivaux et des empiètements du pouvoir central.

Kolomoïsky, un des oligarques les plus proches de lanoukovitch, décrit à l'époque comme le principal parrain des mafias ukrainiennes, ne s'est ainsi pas contenté de rallier les autorités sorties du Maïdan : alors que le pouvoir central vacillait, que les forces policières et militaires se trouvaient paralysées entre les partisans de l'ancien et du nouveau pouvoir, il a offert à ce dernier ses services pour maintenir l'ordre dans la région industrielle russophone de Dniepropetrovsk (qui fut en son temps le fief du clan Brejnev et, après la chute de l'URSS, celui qui a propulsé loulia Timochenko). On a vu se mettre en place une situation analogue dans une autre grande région industrielle de l'Est russophone, celle de Kharkov.

Cela a certes contribué fortement à éviter que ces régions basculent du côté des séparatistes prorusses, mais en renforçant le séparatisme de fait de ces mêmes régions qui, tout en reconnaissant formellement l'État ukrainien, sont moins soumises à Kiev qu'aux oligarques et gouverneurs locaux. Ici alliés, là rivalisant autour des sources d'enrichissement, ces barons de la bureaucratie affairiste ukrainienne ne diffèrent guère, quant à ce qui les motive réellement, de leurs homologues qui « tiennent » les régions séparatistes prorusses.

L'ARGUMENT DE LA GUERRE

Dans ce pays amputé de la Crimée et, de fait, des « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk, mais aussi divisé en des fiefs sur lesquels Kiev a peu de prise, la guerre dans le Donbass reste un des principaux atouts du pouvoir central. En tout cas, un argument qui est systématiquement mis en avant, dans la presse, dans les discours, pour en appeler à « *s'unir maintenant* »

derrière le pouvoir, ce qui a été précisément le slogan principal sinon unique du bloc électoral de Porochenko durant ces législatives.

Si l'on en croit ce que les prévisionnistes pronostiquaient à la veille du scrutin : un tiers des voix pour le parti du président, cette tactique serait payante pour un pouvoir affaibli. Y compris dans les régions russophones de l'est et du sud, où la politique cynique du Kremlin a un effet repoussoir. Y compris parmi une bonne partie de la classe ouvrière où le réflexe patriotique joue en faveur de l'équipe dirigeante face à l'agresseur extérieur. Ou tout simplement parce que Porochenko est en place, et que la population, par-delà ses différences linguistiques, régionales et culturelles, en a assez du chaos actuel et ne voit pas d'autre perspective que d'espérer que l'équipe actuelle saura stabiliser la situation.

De ce point de vue, les dirigeants ukrainiens jouent habilement sur plusieurs registres à la fois. À droite et à l'extrême droite, ils se présentent comme les tenants de l'intégrité du pays. Mais en même temps Porochenko s'affiche comme ne fermant pas la porte à des discussions avec le Kremlin. Il a ainsi limogé son ministre de la Défense, en faisant coup double : ce dernier, qui faisait figure de jusqu'au-boutiste, a aussi servi de fusible vis-à-vis de l'opinion pour les défaites cuisantes face aux séparatistes ; il fallait bien trouver un bouc émissaire.

Mais, en même temps qu'il gère ce conflit en cherchant à ne pas trop apparaître comme va-t-en-guerre, tant vis-à-vis du Kremlin que vis-à-vis de ses soutiens occidentaux, le pouvoir ukrainien ne se prive pas et de mener la guerre à sa propre population et d'arguer de la guerre dans l'Est contre elle.

Ainsi, début octobre, quand des enseignants commencèrent à protester ouvertement contre leurs salaires misérables – un professeur de lycée technique avec quinze ans d'ancienneté gagne l'équivalent d'une centaine d'euros et ne peut s'en tirer qu'avec un travail complémentaire au noir –, le ministre de l'Éducation nationale leur rétorqua : « *Mais de quelle augmentation de salaire parlez-vous ? On est en guerre !* » Dans les entreprises, la situation est souvent la même : là où, l'hiver dernier, des travailleurs, notamment en province, parlaient de « faire un Maïdan à nous » pour défendre leurs propres revendications, la maîtrise et la direction savent pouvoir compter sur le fait que les récalcitrants craignent d'être présentés et traités comme des traîtres. D'ailleurs, chaque jour ou presque certains médias, comme *Segodnya* du 21 octobre, font leur une sur « *Comment les agents de diversion recrutent* » ou font leur éditorial, tel le *KyivPost* du 17 octobre, sur le

« *Kremlin qui, ayant échoué avec la Novorossiia (la Nouvelle Russie, autrement dit le pourtour russophone de l'Ukraine que le Kremlin aurait voulu annexer), change de tactique* » en « *voulant faire un coup d'État militaire dans le but de remplacer le gouvernement légalement élu de l'Ukraine* ».

Que le Kremlin ait songé à annexer la Novorossiia, c'est possible. En tout cas, le président de l'Assemblée polonaise vient d'évoquer un partage de l'Ukraine que Poutine aurait proposé au Premier ministre polonais en 2008. Et ce serait bien dans la veine de ce que Trotsky, en avril 1939, écrivait dans *La question ukrainienne* : « *Les différentes fractions du peuple ukrainien sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin.* »

Aujourd'hui, entretenir un climat de chauvinisme exacerbé sert aussi bien à Poutine en Russie, pour enchaîner la majorité de la population à son char, qu'aux autorités ukrainiennes dans un but similaire. Et de ce point de vue, si l'on excepte quelques partis qualifiés à tort ou à raison de prorusses et qui ne sont pas certains de franchir le seuil de 5% des suffrages pour entrer à la Rada, tous les autres partis et blocs qui concouraient aux législatives d'octobre ont fait feu de tout bois sur un thème unique : « *La victoire* », slogan choc de *Batkivchtchyna* (La patrie), le parti de loulia Timochenko.

UNE PROFONDE CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La guerre, l'agression russe tiennent d'autant plus le devant de la scène politique que ce sont autant de prétextes pour masquer le marasme économique croissant du pays et la crise sociale terrible dans laquelle sont plongées les classes laborieuses et populaires.

Il y a bien sûr les effets de la guerre elle-même : 3360 morts civils enregistrés à la date du 8 octobre, plus d'un millier de militaires du côté de Kiev et un nombre non connu de combattants côté prorusse ; près de 824 000 personnes déplacées, selon l'ONU, autrement dit qui ont fui des régions transformées en champ de bataille pour se réfugier en Russie ou dans le reste de l'Ukraine ; des milliers de logements détruits, 40 000 petites et moyennes entreprises qui ont dû cesser de fonctionner à cause des combats, des centaines de milliers de travailleurs, de retraités du Donbass privés de salaire, de pension et, bientôt, de chauffage car ni Kiev ni Moscou ne sont en mesure (ni n'ont la volonté) d'assurer leur approvisionnement énergétique cet hiver...

Le poids matériel et humain de la guerre ne pèse évidemment pas que sur les régions de

Donetsk et Lougansk (cinq millions d'habitants), ni d'ailleurs de Crimée (deux millions d'habitants, devenus russes mais qui, isolés sur leur presqu'île, auront le plus grand mal à être approvisionnés en nourriture et en énergie cet hiver). C'est toute la population de la région, et d'abord de l'Ukraine, qui porte le fardeau des conséquences dramatiques des agissements des puissances occidentales et du Kremlin dans cette partie de l'Europe.

Pour l'heure, le gouvernement de Kiev ne cesse de demander de l'aide aux instances financières occidentales, car les 27 milliards de dollars promis à ce jour s'avèrent insuffisants pour maintenir à flot un pays sous perfusion. L'Ukraine, déjà en récession en 2013, a assisté à l'effondrement de sa production ; celle-ci n'a jamais retrouvé son niveau d'avant l'éclatement de l'URSS il y a 23 ans, et elle a encore chuté de 20% cette année. Quant à sa monnaie, elle a perdu la moitié de sa valeur en un an. Cela a renchéri d'autant toutes les importations, donc leur coût pour la population, quand le cœur industriel du pays, le Donbass, non seulement ne fournit plus de charbon, d'acier et de produits chimiques, mais ne verse plus un sou d'impôt aux caisses de l'État. L'inflation (17% sur un an) a aussi provoqué un renchérissement de toutes les denrées de base, notamment alimentaires, produites en Ukraine même. Un renchérissement encore accru par le fait que le gouvernement, qui a bloqué les salaires dans la fonction publique et les pensions pour tous, a, sur les instances des prêteurs occidentaux, commencé à réduire les subventions même aux produits de première nécessité (pain, céréales, lait, etc.) et aux services (électricité, transports collectifs, logement...). Et cela, alors que le smic ukrainien (1 500 grivnas) n'atteint pas l'équivalent de 100 euros, que ce n'est même pas ce que touchent des millions de retraités, que même les femmes qui travaillent en équipe dans les mines de fer de Krivoï Rog ne touchent pas plus de l'équivalent de 250 euros...

Cessez-le-feu ou pas dans le Donbass, c'est une guerre sans merci que les autorités mènent contre la population travailleuse ukrainienne, avec le soutien et sous les injonctions des banquiers et dirigeants du monde impérialiste.

Et les élections législatives de fin octobre, que les ténors du monde occidental présentent ici comme un exemple de démocratie, vont sans aucun doute moins servir à renouveler le personnel politique aux manettes à Kiev et dans les régions, qu'à légitimer le flot de nouvelles attaques que ce même personnel prépare contre la population. Car, si une partie croissante de cette même population a d'ores et déjà été jetée dans le dénuement, ce n'est pas fini. Les instances

financières et politiques du monde impérialiste piaffent d'impatience ; elles exigent depuis des mois que les autorités imposent à leur population des licenciements massifs dans des secteurs industriels jugés obsolètes, qu'elles suppriment toutes les subventions sur l'énergie, les produits de première nécessité... Bref, qu'elles écrasent de mesures « démocratiques » le niveau de vie de dizaines de millions de gens pour que la finance internationale y trouve son compte ; pour que les Mittal et consorts puissent payer encore moins les sidérurgistes ukrainiens ; pour que le charbon ukrainien soit arraché à la terre par des hommes (et des femmes !) contraints de travailler pour presque rien.

Et tout cela, dans un contexte humain et national dévasté : les fossés de sang tracés au cœur des populations par les combats de cette année risquent d'avoir des effets encore plus durables que les ruines qu'ont laissées les bombardements et les canonnades dans le Donbass. Car, pour conforter leur pouvoir et celui des classes exploiteuses en Ukraine comme en Russie, les dirigeants ukrainiens et russes se sont ingéniés à lancer les « leurs » contre les « autres », à dresser les uns contre les autres des millions de gens, des populations qui, quelle que soit leur langue maternelle, vivaient côte à côte depuis des siècles. Cette épouvante, beaucoup d'Ukrainiens et de Russes disent qu'il y a un an encore ils l'auraient jugée impossible. Pour ces deux peuples, si proches par leur histoire, leur langue, leurs traditions et les luttes qu'ils ont menées en commun, ce qui pouvait sembler impensable est devenu une sinistre réalité.

La guerre que les bureaucrates affairistes de Moscou et de Kiev se mènent, sous l'œil gourmand des charognards des puissances impérialistes qui guettent le moment de se jeter sur les dépouilles, c'est une guerre contre les peuples, une guerre des nantis, des parasites, des exploiters contre les travailleurs, les pauvres, qu'ils soient d'Ukraine, de Russie ou, finalement, d'ailleurs. Car ce serait gravement s'illusionner que de croire que les horreurs guerrières, sociales et économiques qui s'abattent sur les habitants de ce coin d'Europe ne préfigurent en aucun cas ce que les tenants d'un ordre mondial absurde et injuste sont capables d'imposer à des continents entiers, sinon à toute l'humanité.

24 octobre 2014

États-Unis

Après les mobilisations de Ferguson, où en sont les Noirs américains ?

Le 9 août dernier, Michael Brown, 18 ans, était tué par un policier à Ferguson, dans le Missouri. Alors que le policier, Darren Wilson, invoque la légitime défense, expliquant que Michael Brown a voulu s'emparer de son arme, différents témoignages montrent au contraire que le jeune Michael, qui avait été pris à partie par Wilson parce qu'il traversait en dehors du passage piéton, n'était pas armé. Il avait les mains en l'air quand le policier a tiré six fois. Ensuite, le corps de Michael Brown est resté plus de quatre heures sur la chaussée avant d'être emmené. Les habitants ont mis en place un petit mémorial sur le lieu du meurtre, avec des fleurs et des bougies ; la police l'a détruit. Les violences policières, loin de dissuader les manifestants, ont renforcé les protestations. La police, blanche à plus de 90 % dans cette petite ville où deux tiers de la population sont noirs, a répondu en toute brutalité, avec des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes, des hélicoptères. Le 19 août, à Saint-Louis, à quelques kilomètres de Ferguson, un autre jeune Noir, de 23 ans, était abattu par deux policiers qui ont tiré à plusieurs reprises sur lui sous prétexte qu'il les menaçait d'un couteau ! Et il s'en est fallu de peu qu'un policier, qui a mis en joue des manifestants pacifiques avec son fusil automatique, ne soit responsable d'un massacre. 160 manifestants ont été arrêtés, un couvre-feu a été décrété et le gouverneur du Missouri a envoyé la garde nationale. Cela n'a pas empêché les émeutes de continuer pendant six jours, et les protestations de se poursuivre pendant des semaines, tant la colère est grande, à Ferguson et ailleurs. La police de Ferguson a couvert le policier qui a tué Michael Brown, refusant d'abord de donner même son nom. Elle a ensuite diffusé une vidéo montrant le jeune Brown en train de voler des cigarillos, afin de le discréditer, alors que le larcin n'avait rien à voir et que le policier qui l'a tué n'en avait pas même connaissance ! À l'heure qu'il est, le policier Darren Wilson est suspendu mais il n'a pas été inculpé, il reste en liberté, payé et a reçu de nombreux soutiens. Six semaines après le meurtre, le chef de police a lu des demi-excuses, manifestement parce que les autorités redoutent

que les émeutes reprennent.

En fait, Michael Brown a été tué parce que c'était un jeune Noir qui marchait dans la rue. C'est pourquoi ce cas a suscité une vaste colère. Les meurtres de Noirs par la police sont quelque chose de courant aux États-Unis. Pour ne citer que quelques cas récents, le 26 février 2012, à Miami Gardens en Floride, George Zimmerman, un Blanc qui était vigile volontaire du quartier et faisait des rondes en voiture pour chasser les voleurs, repère un jeune marchant dans la rue. Trayvon Martin, 17 ans, rentrait chez lui après avoir acheté des friandises et un soda, mais il avait le tort d'être noir, de porter un sweat-shirt avec une capuche. Zimmerman sort de sa voiture avec une arme, le tue, avant d'être acquitté en juillet 2013, au motif de la légitime défense, alors que le jeune Trayvon, lui, n'était pas armé ! Le 14 septembre 2013, à Charlotte, en Caroline du Nord, Jonathan Ferrell, un Noir de 24 ans, se blesse dans un accident de voiture ; il sonne chez une dame pour demander de l'aide, elle prend peur et appelle la police ; un agent arrive et lui tire dessus douze fois. Le 17 juillet 2014 à New York, Eric Garner, un Noir de 44 ans, interpellé pour revente de cigarettes, meurt étranglé par un des policiers. Le 5 août, John Crawford, un Noir de 22 ans, manipule une arme pour enfants, un jouet, dans un supermarché de l'Ohio, où ce produit est en vente ; deux policiers blancs arrivent, un d'entre eux le tue ; il vient d'être relaxé. Chaque année, les policiers américains tuent au moins 400 personnes, des Noirs en grande proportion (par comparaison, les polices britannique et japonaise n'ont tué personne en 2012, la police allemande 8, la police française refusant de « communiquer » sur le sujet !). En fait, à Ferguson, ce qui a embarrassé les autorités et les a contraintes à envoyer la police de l'État pour se substituer à celle de la ville, et à démarrer une enquête, ce n'est pas le meurtre lui-même mais l'explosion de colère de la population et, au-delà, une vague d'indignation.

L'oppression des Noirs est un trait ancien de la société américaine, un aspect essentiel de la domination capitaliste. Il y a six ans, quand Obama avait été élu, que n'avait-on entendu ? Enfin,

l'Amérique avait tourné le dos à l'oppression des Noirs, et l'élection du premier président noir scellaient la fin de quatre siècles de racisme et de discriminations ! Obama avait pourtant été investi par le Parti démocrate, un des deux grands partis, qui fut longtemps un des défenseurs de la ségrégation. Il avait été élu à la présidence pour gérer les intérêts de la bourgeoisie. Nous écrivions à l'époque :

« La campagne d'Obama ne s'est pas adressée à la population noire. Mumia Abu Jamal¹ la caractérise ainsi : "Il a soigneusement ignoré les plaintes bien réelles et très anciennes de l'Amérique noire. En fait, il a essayé de mener une campagne 'post-raciale'". Il a traité à de multiples reprises les Noirs pauvres de façon méprisante et paternaliste. Pour mieux s'en démarquer, il leur faisait la leçon au cours de discours publics reproduits par tous les grands médias. Il les châtiait sur la façon de s'occuper de leurs enfants, de les nourrir, de les éduquer. Il laissait entendre que les pauvres sont responsables de leur propre malheur. Il accréditait le stéréotype du Noir irresponsable qui fait des enfants, mais ne s'en occupe pas et va en faire d'autres ailleurs. En se désolidarisant des Noirs pauvres, en les stigmatisant même, Obama marquait sa différence et pouvait se concilier les bonnes grâces de la petite bourgeoisie, aux yeux de laquelle il apparaissait comme un « Noir pas comme les autres ». Il céda ainsi à une insidieuse démagogie raciste pour glaner des voix de Blancs.² »

Les six années de présidence d'Obama ont confirmé en tout point ce qu'annonçait déjà, en 2008, sa campagne. Et le meurtre sinistre de Ferguson rappelle que la condition des Noirs aux États-Unis ne s'améliore pas, bien au contraire. Cela se vérifie sur bien des plans.

ESCLAVES PUIS PROLÉTAIRES

Historiquement, les Noirs américains ont toujours été la fraction la plus opprimée, la plus exploitée de la population laborieuse américaine. À partir du XVII^e siècle, ils furent déportés d'Afrique comme esclaves domestiques et sur les plantations ; leur exploitation était à la base du système colonial. La République qui se mit en place lors de l'indépendance, à partir de 1783, se garda bien d'abolir l'esclavage des Noirs : celui-ci était à la base de toute l'économie du Sud. Il fallut encore 80 ans et une guerre civile terrible pour que

l'esclavage fût aboli, en 1865, sur l'ensemble du territoire des États-Unis. Pendant la période de la « Reconstruction » (1863-1877), marquée par le retour des États du Sud dans l'Union, les Noirs tentèrent de faire valoir les droits que leur conférait leur nouveau statut, tandis que, dans les premières écoles publiques, Noirs et Blancs pauvres se côtoyaient. C'est dans ce contexte, et notamment pour empêcher le combat commun des Noirs et des Blancs, que la ségrégation raciale fut imposée par la violence du Ku Klux Klan, et que les Noirs furent empêchés d'exercer leurs droits. Soutiers du développement économique du pays, ils n'ont obtenu véritablement le droit de vote et l'accès égal aux écoles publiques et aux autres espaces que dans les années 1960, un siècle après l'abolition de l'esclavage, près de deux siècles après l'indépendance. Et encore a-t-il fallu non seulement le mouvement des droits civiques, à partir des années 1950, mais aussi une immense révolte dans la seconde moitié des années 1960, en particulier dans les ghettos des grandes villes, à Harlem et Brooklyn (à New York), Los Angeles, Cleveland, Detroit et tant d'autres villes. Cela a été le seul moyen pour eux de mettre fin aux formes les plus abjectes de la discrimination : le système dit « Jim Crow » d'apartheid légalisé, le lynchage et le racisme éhonté.

Au cours de ces deux siècles, la bourgeoisie américaine a largement utilisé le racisme, selon un principe connu : diviser pour mieux régner. Tant dans le Nord industriel que dans le Sud agricole, la ségrégation et les discriminations dressaient toute une partie des Blancs pauvres, non contre les riches mais contre d'autres pauvres, encore plus exploités, les Noirs, pour le plus grand bonheur des exploités. Les Blancs pauvres pouvaient toujours accepter leur condition, au motif qu'aussi misérable soit-elle, elle était supérieure à celle des Noirs pauvres. Les Noirs ne sont pas des immigrés : ils sont arrivés en Amérique avant la plupart des groupes nationaux dont les vagues migratoires ont successivement constitué le prolétariat des États-Unis. En fait, ces différents groupes (Britanniques, Irlandais, Allemands et Scandinaves au XIX^e siècle ; Est et Sud-Européens dans les décennies qui précédèrent la Première Guerre mondiale ; Latino-Américains et Asiatiques depuis les années 1950) se sont progressivement intégrés et élevés dans l'échelle sociale. Les Noirs, qui ont côtoyé ces différents groupes d'immigrés, sont bien conscients de cette intégration et du fait qu'eux sont restés la catégorie la plus opprimée, la plus pauvre, la plus en butte au racisme et aux discriminations.

Aujourd'hui, les quelque 40 millions de Noirs représentent toujours une fraction significative de la classe ouvrière américaine, une fraction plus

1 Né en 1954, Mumia Abu Jamal est un ancien membre du parti nationaliste noir des Black Panthers, journaliste à Philadelphie, condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier dont il est innocent, et en prison depuis.

2 « États-Unis - les élections : Obama président, et après ? », *Lutte de classe*, n° 116, novembre 2008.

importante que celle qu'ils représentent dans la population (12%). Certes, à la suite de la révolte des années 1960, la situation a évolué. Une minorité a pu accéder pleinement aux études supérieures qui leur étaient auparavant fermées – si on excepte le circuit marginal des « universités noires » – et par la suite aux professions libérales, juridiques, intellectuelles ou encore aux carrières politiques et dans l'appareil d'État (armée, police, fonction publique). Plusieurs villes majoritairement noires sont administrées par des maires noirs, et Obama est l'exemple le plus connu d'un certain nombre de réussites personnelles. Mais Obama fut élu malgré un racisme persistant, surtout parce que Bush et les Républicains s'étaient complètement discrédités, en particulier avec la guerre en Irak. Et si les médias sont prompts à mettre en évidence les parcours individuels de quelques-uns, les Noirs sont largement sous-représentés dans les différentes couches de la bourgeoisie. Ils sont très peu nombreux dans la grande bourgeoisie. Une des conséquences des luttes des années 1950 et 1960 a été qu'une petite bourgeoisie noire s'est constituée, par le biais des études universitaires. Mais elle est proportionnellement moins nombreuse et moins riche que la petite bourgeoisie blanche.

Et la grande, l'immense majorité des Noirs appartiennent aux classes populaires, quand ils ne sont pas plongés dans le chômage chronique pendant des décennies, et dans la pauvreté qui va avec. En 1992, une révolte eut lieu à Los Angeles à la suite de l'acquiescement, par un jury blanc, de policiers blancs qui avaient tabassé l'automobiliste noir Rodney King. Elle dura six jours et fit plus de 50 morts, montrant déjà que, vingt ans après le mouvement des droits civiques, le racisme et son potentiel explosif étaient toujours une réalité de la société américaine.

Et, pour les prolétaires noirs, les choses se sont encore dégradées depuis 2008 et la crise économique.

DE LA CRISE DES SUBPRIMES À CELLE DE L'ÉCONOMIE

En fait, toute la classe ouvrière américaine a été frappée par cette crise. La crise des prêts hypothécaires, les *subprimes*, s'est traduite par environ 5,8 millions de saisies entre 2007 et 2013. Ce sont autant de familles qui ont été condamnées à vivre dans leur voiture, dans une caravane, dans un logement de fortune ou tout simplement dans la rue. Et des centaines de milliers de procédures sont toujours en cours. Rappelons que les *subprimes* étaient des prêts immobiliers à taux progressif, dont les premiers remboursements étaient d'abord faibles, afin d'attirer des

emprunteurs, avant de monter de façon rapide, les plaçant bientôt dans une situation impossible. Les sociétés immobilières qui avaient placé ces prêts avaient ciblé les plus pauvres, les Noirs et les Hispaniques en particulier. La crise les a donc frappés plus particulièrement.

Ensuite, la crise s'est traduite par la destruction de millions d'emplois et une augmentation importante du chômage. Là aussi, toutes les catégories du monde du travail ont été touchées. Et si le chômage a maintenant officiellement diminué pour atteindre 6%, c'est aussi parce que des millions de travailleurs ont quitté la population active, pour des raisons diverses, et ne figurent donc plus dans les statistiques. Dans cette situation où les emplois se sont raréfiés pour tous, les choses ont été plus graves pour les Noirs. Officiellement, le chômage des Noirs est de 11,5%, près du double de l'ensemble de la population. En réalité, le chômage des jeunes y est largement supérieur, sans doute autour de 50%, et de 70% pour ceux qui sont sans diplôme secondaire.

Depuis 2008 et la crise économique, le revenu réel des Noirs a chuté de 11%. Chaque famille blanche gagne en moyenne deux fois plus qu'une famille noire ou hispanique. Des millions de personnes ont vu leurs biens se déprécier, bien plus chez les Noirs et chez les hispaniques que chez les Blancs. Avant la crise de 2008, les familles blanches possédaient un patrimoine quatre fois plus élevé que les familles noires et hispaniques; en 2010, c'était six fois plus. Si, en moyenne, les familles blanches ont perdu 11% de leurs biens entre 2007 et 2010, les familles noires en ont perdu 31%. Aux États-Unis, avoir un peu de patrimoine n'est pas synonyme d'opulence; dans la mesure où le coût du logement, de l'éducation et de la santé ont beaucoup augmenté, avoir des économies peut s'avérer indispensable, par exemple, pour payer les études supérieures de ses enfants, ou encore acquitter les frais d'un traitement médical ou d'une opération. En outre, toutes ces catégories (revenus et patrimoine des Blancs, des Noirs ou des Hispaniques) ne tiennent pas compte des classes sociales. Ce sont des moyennes, où l'augmentation des revenus et des patrimoines des Blancs les plus riches dissimule la dégradation de la condition de nombreux travailleurs blancs. Mais malgré tout, ce que montrent ces statistiques, c'est qu'un taux de chômage plus élevé, des saisies immobilières plus fréquentes, des revenus plus faibles, se sont traduits pour les Noirs par une dégradation sans précédent depuis la crise des années 1930.

L'ÉDUCATION SACRIFIÉE DE LA JEUNESSE NOIRE

La crise économique, avec ce qu'elle a entraîné comme pertes pour les finances publiques de nombreuses villes, s'est aussi traduite par des attaques massives contre le service public d'éducation : la privatisation, déjà engagée depuis des années, les coupes dans les budgets, les fermetures d'écoles, les licenciements d'enseignants et de personnel scolaire ou encore la dégradation des conditions matérielles³. À la différence des familles de la bourgeoisie, qui peuvent tout à fait profiter de la privatisation rampante du système d'éducation, celles des classes populaires n'ont pour seul choix que d'envoyer leurs enfants à l'école publique. Aux États-Unis, les écoles sont principalement organisées et financées à l'échelon local. Ce sont surtout les taxes sur les biens immobiliers qui les financent, taxes qui varient au sein d'une localité donnée. Les biens immobiliers des districts pauvres sont d'une valeur bien inférieure à ceux des banlieues aisées. Les districts scolaires des quartiers aisés ont donc bien plus d'argent à consacrer à leurs élèves que ceux des quartiers plus pauvres, même quand les taux d'imposition des derniers sont plus élevés, comme c'est en général le cas. En moyenne, les districts aisés dépensent trois fois plus par élève que les districts défavorisés.

Et les Noirs habitent, très majoritairement, les quartiers pauvres. Le pays dépense pour les enfants noirs pauvres des grandes agglomérations moins d'un tiers de ce qu'il dépense pour les enfants blancs des quartiers riches. Des ressources moindres, cela signifie que les effectifs y sont plus élevés, 40 élèves par classe n'étant pas rare, et que les écoles ne disposent pas des laboratoires, des ordinateurs, des bibliothèques, des bâtiments en bon état dont disposent celles des quartiers riches. Les écoles des quartiers populaires paient moins bien leurs enseignants, qui sont souvent moins qualifiés, moins nombreux, et se succèdent, avec d'importantes périodes où il n'y a pas d'enseignant du tout. Sans compter les cas, nombreux, où des communes en difficulté, ferment tout simplement les écoles, licencient les enseignants, parfois pour en réembaucher de nouveaux, sans formation ni ancienneté, et donc moins coûteux.

Le résultat de ces inégalités, c'est que seulement 54 % des jeunes Noirs achèvent leur scolarité secondaire, contre 75 % des Blancs. Et parmi ceux qui vont à l'université, près de la moitié doivent suivre des cours de rattrapage pour être

au niveau. Et si 14 % des adultes blancs sont illettrés, ils sont 38 % chez les Noirs⁴. Comment pourrait-il en être autrement ? Du premier au dernier jour de leur scolarité, les jeunes Noirs des classes populaires sont entassés dans des classes où il est exclu que l'enseignant puisse accorder une attention particulière aux élèves. Et cela aussi est une sorte de sacrifice de générations entières.

Un jeune Noir a aujourd'hui plus de chances de se retrouver en prison qu'à la faculté. Un sur dix meurt avant d'atteindre ses 18 ans : certains à la suite de maladies, faute d'un traitement satisfaisant, en raison de leur pauvreté ; d'autres sont tués par des racistes, d'autres par des policiers, et d'autres – les plus nombreux – par d'autres jeunes Noirs.

LA PRISON COMME HORIZON

Un aspect essentiel de cette condition dramatique des jeunes en particulier, c'est leur incarcération. En valeur absolue comme en pourcentage, les États-Unis emprisonnent une part plus grande de leur population que tout autre pays au monde. Avec 2,3 millions de prisonniers, le « pays de la liberté » bat des records ; avec 4,5 % de l'humanité, les États-Unis comptent 23 % de la population carcérale mondiale, pour ce que valent ces statistiques. La France, dont les prisons sont surpeuplées, emprisonne 102 personnes sur 100 000 habitants ; les États-Unis, 743 sur 100 000. Et si on ne considère que les hommes noirs, le taux est de 4 347 prisonniers pour 100 000 habitants. Autrement dit, un homme noir américain a 40 fois plus de chances de se retrouver en prison qu'un Européen. La quasi-totalité des détenus sont des hommes issus des classes populaires et des quartiers pauvres. 45 % des prisonniers sont noirs. En moyenne, un homme noir sur trois (un homme blanc sur 17) fait, au moins une fois dans sa vie, un séjour en prison. Actuellement, environ un tiers des hommes noirs entre 20 et 30 ans sont soit en prison, soit en liberté conditionnelle (*parole*) ou en probation (*probation*), et les taux sont supérieurs dans les grandes agglomérations.

L'incarcération est marquée par de nombreuses abominations. Les peines de prison y sont très longues, bien plus que dans n'importe quel pays civilisé, y compris pour les très jeunes. Plus de 2 500 jeunes, âgés de 16 ans en moyenne, sont en prison à vie, sans possibilité de grâce : ils ont été jetés, retirés de la société. Chaque jour, 50 000 prisonniers sont à l'isolement, nombre

3 Sur le sujet, voir l'article « États-Unis - La privatisation de l'école : une attaque contre la classe ouvrière », *Lutte de classe*, n° 133, février 2011.

4 La notion utilisée (*functional illiteracy*) ne désigne pas seulement ceux qui ne savent ni lire ni écrire, mais aussi ceux qui ont des difficultés de lecture et d'écriture telles qu'elles posent problème pour vivre en société et travailler.

d'entre eux pour des années, c'est-à-dire torturés : ils n'ont pas de contact avec les autres détenus, ni de visiteurs, pas de télé ni de radio ; ils ne peuvent lire, sinon la Bible, et encore ; ils n'ont pas ou peu la possibilité d'écrire. Leur seul répit se résume à une heure quotidienne d'exercice, en dehors de la cellule. Et puis il y a la peine de mort : 1 389 prisonniers ont été exécutés depuis qu'elle a été réintroduite en 1977 ; 3 070 condamnés sont toujours dans le couloir de la mort, des Noirs en majorité, parfois des innocents, victimes d'enquêtes ou de procès truqués, comme de nombreuses affaires l'ont montré.

Pourquoi et comment tant de gens se trouvent en prison ? Il y a d'abord des raisons sociales. Cette sinistre inflation a commencé dans les années 1970 – il y avait cinq fois moins de prisonniers il y a 40 ans. Les classes populaires américaines ont été frappées de plein fouet par la crise économique et en particulier par une série de récessions, en 1969-1970, en 1973-1975, en 1980, en 1981-1982, en 1990-1991, avec à chaque fois une baisse de la production, des fermetures d'usines, des licenciements, une montée du chômage. Les Noirs ont toujours été les premières victimes de cette dégradation. Des centaines de milliers, des millions de Noirs se sont retrouvés sans perspectives. L'évolution d'une ville comme Detroit (Michigan), majoritairement noire, littéralement saignée de ses emplois industriels, aujourd'hui en faillite, est emblématique : elle comptait 1,5 million d'habitants en 1970, 713 000 en 2010. Et pour ceux qui restent, combien n'ont pour seule perspective qu'une vie de petits boulots, de chômage et de petite délinquance ? Pour nombre de ces jeunes, auxquels la société n'offre aucune perspective, la prison est un passage fréquent, tant les motifs d'incarcération sont nombreux.

L'augmentation des effectifs pénitentiaires résulte aussi de choix politiques. Une partie importante des Noirs emprisonnés le sont pour des délits mineurs. Un quart des 2,3 millions de prisonniers le sont pour des infractions non violentes liées à la drogue ; dans quatre cas sur cinq, il s'agit de consommation ou de possession, pas même de petit trafic. Il y avait, en 1980, 41 000 détenus pour des infractions liées aux stupéfiants, il y en a aujourd'hui un demi-million. Et ces infractions sont pour les deux tiers commises par des Noirs. Dès les années 1970, Nixon fait de la drogue « l'ennemi public numéro un ». Alors que les infractions sont en baisse, Reagan déclare cette « guerre à la drogue », expliquant que c'était une menace pour la sécurité nationale. En 1986, le Congrès adopte l'Anti Drug Abuse Act (loi contre la toxicomanie), qui met en place des peines de prison plus dures pour le crack et la cocaïne : alors qu'auparavant vendre 500 grammes de crack coûtait cinq

années de prison sans possibilité de libération conditionnelle, il suffit désormais d'en vendre 5 grammes pour encourir une peine similaire. La loi met même en place des peines planchers pour la marijuana. De façon plus générale, un grand nombre de consommateurs et de petits dealers de drogue sont désormais condamnés à de la prison ferme. Les politiques de « tolérance zéro » sont prônées. Au cours des années 1990, plusieurs États, à commencer par la Californie, adoptent des lois dites « des trois coups » (*three strikes and you're out*, en référence à une règle du baseball). Ces dispositifs varient mais reposent sur le principe qu'une deuxième récidive est passible de la prison à vie, avec l'absence de libération conditionnelle pendant 25 ans. Cela conduit souvent à des condamnations aussi absurdes que cruelles, comme celle de Curtis Wilkerson qui, après avoir volé une paire de chaussettes d'une valeur de 2,5 dollars en 1995, est condamné à la prison à vie (dont 25 ans incompressibles), au motif qu'il avait été condamné deux fois pour vol en 1981, quand il avait 19 ans. Ou celle de Timothy L. Tyler, condamné à la prison à vie pour la possession de 13 feuilles de LSD. Ou de Jerry Dewayne Williams, condamné à 25 ans de prison après avoir volé une tranche de pizza. Etc.

Ces dernières années, certains États sont un peu revenus sur ces lois répressives. L'emprisonnement massif pour des motifs dérisoires est non seulement révoltant mais a un caractère un peu absurde, y compris du point de vue de la société bourgeoise. D'abord parce qu'il coûte cher, très cher. Il a fallu construire des centaines de prisons – il y avait 592 prisons fédérales et d'État (*federal and state prisons*) en 1974, 1 023 en 2000, sans compter les prisons des comtés (*jails*) –, souvent confiées à des entreprises privées. Une entreprise comme « Corrections Corporation of America » gère 67 prisons et centres de rétention, emploie 17 000 personnes, est cotée à Wall Street et, comme il se doit, fait du lobbying pour le durcissement de la justice pénale... Afin de « rentabiliser » le système pénitentiaire, de nombreuses prisons font travailler les détenus pour le secteur marchand. Par exemple, les prisonniers peuvent être salariés 0,50 dollar par heure, soit quinze fois moins que le salaire minimum légal, pour travailler dans un centre d'appel, sur des chantiers de travaux publics, ou dans des usines d'armement pour des commandes publiques. De grandes entreprises y trouvent leur compte, autrement dit les prisonniers ne sont pas perdus pour tout le monde. Mais même cela atteint ses limites, et ne réduit en rien la criminalité. Ceux qui n'étaient que de tout petits délinquants quand ils ont été incarcérés sont souvent devenus des criminels endurcis quand ils sont libérés. En 2010, le

Congrès a réduit les peines de prison obligatoires pour le crack et, depuis, plusieurs États ont revu les barèmes de peines, conduisant à une baisse du nombre de détenus. Mais des centaines de milliers de tout petits délinquants restent en prison, et la crise conduit à une augmentation de la criminalité, et donc des condamnations.

Bien au-delà des prisons, l'incarcération massive des petits délinquants a des conséquences sur toute la société. La proportion des enfants noirs qui grandissent dans une famille monoparentale est passée de 14 % en 1980 à 67 % aujourd'hui ; certes, les divorces et les séparations touchent toute la population, mais les Noirs dans une proportion élevée. Par ailleurs, les prisonniers ne peuvent voter et ceux qui ont été condamnés pour crime sont privés à vie de leurs droits civiques par de nombreux États. En tout, 5,85 millions d'Américains sont ainsi déchus du droit de vote, et les Noirs sept fois plus que le reste de la population. Un Noir sur treize n'a plus le droit de vote. En 1998, sous Clinton, le Congrès a voté l'interdiction pour ceux qui ont été condamnés pour une infraction liée à la drogue de bénéficier d'une bourse pour aller à l'université. Cela concerne des dizaines de milliers de jeunes, parfois pour la simple possession de marijuana (pas les violeurs, ni les meurtriers). Plusieurs États ont également interdit aux condamnés de bénéficier de l'aide sociale, des bons alimentaires, ou encore des logements publics. Cela signifie que l'épouse et les enfants d'un ancien détenu risquent l'expulsion s'il vient habiter avec eux quand il est libéré. Plusieurs États demandent aux anciens détenus de payer le coût de leur incarcération, qui est prélevé sur leur salaire. Sur le marché du travail, il est fréquent que les formulaires de candidature à un emploi comportent une case « *convicted for felony* » (condamné pour crime) qui, quand elle est cochée, est rédhibitoire. Bref, pour avoir possédé, une fois dans sa vie, quelques grammes de crack, quelqu'un peut non seulement être condamné mais, à sa sortie de prison, être privé de toute possibilité de réinsertion. Et n'avoir d'autre perspective, faute de pouvoir gagner sa vie, que de sombrer dans la délinquance puis de retourner en prison.



Alors, quelles sont aujourd'hui les perspectives des Noirs américains ? Aujourd'hui, 60 ans après les premières mobilisations contre la ségrégation, un grand nombre de Noirs vivent dans des quartiers principalement noirs. Si les formes les plus sordides, les plus brutales de la ségrégation et des discriminations ont reculé au cours des années 1960 et 1970, c'était à la suite de l'immense révolte qui traversa alors la première puissance

mondiale. Le mouvement noir s'est heurté à une dure répression, non seulement dans le Sud mais dans tout le pays, où de nombreux militants ont été arrêtés, incarcérés, voire exécutés par l'État et ses sbires. Aujourd'hui encore, 40 ans après, des militants comme Mumia Abu-Jamal payent de leur liberté d'avoir défié le pouvoir. Beaucoup l'ont payé de leur vie. Aujourd'hui, le mouvement noir n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'il était. Une partie de ses cadres ont été liquidés, d'autres se sont démoralisés, d'autres encore se sont intégrés à la machine du Parti démocrate. Il existe certes toujours des associations pour les droits civiques, comme l'ancienne NAACP (Association nationale pour l'avancement des gens de couleur) ou le National Action Network. Il existe aussi, à l'échelle locale, de nombreuses Églises noires, souvent évangéliques, ainsi que la Nation de l'Islam, à laquelle appartenaient Malcolm X ou Mohammed Ali, et qui est également une organisation noire. Enfin, il existe une certaine conscience noire, au sens d'expériences partagées du racisme, des discriminations, de l'histoire aussi.

Mais on ne peut plus parler de mouvement noir, comme on pouvait en parler dans les années 1960 et 1970. Celui-ci avait représenté une leçon de choses pour toute la classe ouvrière américaine et, au-delà, pour les opprimés du monde entier. Il représentait un vaste soulèvement contre la discrimination raciale qui, on l'a vu, non seulement lèse les Noirs, mais constitue en fait une pierre angulaire du capitalisme américain. Après des décennies de luttes infructueuses d'associations réformistes pour les droits civiques, c'est par un soulèvement violent que les Noirs américains ont conquis non seulement leur dignité, mais aussi les quelques droits démocratiques élémentaires que la bourgeoisie des pays riches est disposée à accorder, plutôt que de risquer une révolution. À la violence du pouvoir blanc, les Noirs répondaient par leur propre violence. Et si la révolte des années 1960 ne s'est pas transformée en révolution, c'est aussi parce qu'elle ne pouvait le faire. Elle ne visait pas au renversement du capitalisme, mais à la fin des discriminations à l'encontre des Noirs, qui en font partie. Les Noirs étaient le talon d'Achille du capitalisme américain mais ils ne pouvaient, avec leurs seules forces, détruire le pouvoir blanc, celui de la bourgeoisie. Les Noirs représentaient en revanche la fraction la plus combative, la plus politisée, la plus consciente de la classe ouvrière. Et la combativité des prolétaires noirs entraîna aussi celle des travailleurs blancs, avec de nombreuses grèves dans tout le pays à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Elle contribua également à l'opposition à la guerre du Vietnam, en particulier parmi les soldats envoyés là-bas. Mais il n'y eut pas

de tentative consciente faite pour que la révolte des Noirs soit rejointe par le reste du mouvement ouvrier, dans un combat commun. Aucune force politique significative ne proposait cette politique.

Aujourd'hui, comme le montrent les mobilisations qui ont suivi le meurtre raciste de Ferguson, c'est toujours sans doute un peu le cas, au sens où bien des Noirs ont une conscience plus aiguë de l'oppression et de l'exploitation. Cela n'empêche ni les illusions – et les Noirs en eurent beaucoup à propos d'Obama – ni la démoralisation, en particulier parmi ceux qui sont marginalisés par la société. Mais la conscience d'appartenir à la classe ouvrière, aux intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie, est plus élevée parmi les Noirs que

parmi les Blancs. Cependant, le contexte politique a bien changé. La classe ouvrière américaine doit faire face à des décennies de compromissions syndicales et de reculs sur le plan de ses conditions de travail, de son organisation, de ses traditions de lutte aussi. Si une explosion de colère se produisait, les travailleurs noirs pourraient assurément y jouer un rôle moteur. Mais pour eux comme pour les travailleurs blancs, regagner le terrain perdu, mettre un coup d'arrêt à la dégradation des conditions de vie, cela veut dire trouver le chemin d'une lutte commune contre l'exploitation capitaliste et l'État qui l'incarne.

19 octobre 2014

Grande-Bretagne

Référendum en Écosse : entre nationalismes réactionnaires

Avec ses 5,3 millions d'habitants (moins de 10% de la population britannique) répartis sur le tiers nord du territoire britannique, l'Écosse connaît depuis les années 1970 une résurgence nationaliste dont la dernière manifestation a été le référendum sur l'indépendance du 18 septembre dernier. Les nationalistes du Parti national écossais (SNP en anglais) y ont perdu leur pari. Mais, si l'on tient compte des moyens considérables des partisans du Non, grâce au soutien des trois grands partis britanniques, le fait est que les 55,3% obtenus par le Non sont loin de constituer une victoire écrasante.

Mais ce résultat n'indique pas grand-chose sur l'attitude des électeurs vis-à-vis du nationalisme écossais, ni d'ailleurs vis-à-vis du nationalisme britannique partisan de l'intégrité du Royaume-Uni.

Comme c'est en général le cas dans tout référendum, une partie des électeurs, sinon la majorité, ont cherché à se servir de leur bulletin de vote pour exprimer des sentiments sans rapport avec la question posée, en particulier à l'égard de la coalition du Parti conservateur et du Parti libéral-démocrate dirigée par David Cameron à Londres. C'est cela, bien plus que l'intérêt suscité par l'indépendance écossaise elle-même, qui semble expliquer la participation électorale sans précédent (près de 84% des inscrits) à ce référendum.

C'est ainsi que des bastions ouvriers traditionnels du Parti travailliste, comme Glasgow en particulier, ont défié les consignes de ce parti en donnant la majorité au Oui, afin de faire de leur vote une condamnation de la gestion pro-patronale de la crise par le gouvernement de Londres. Une autre partie de l'électorat travailliste traditionnel a sans doute voté Oui pour affirmer son rejet d'un système politique qui permet au Parti conservateur d'arriver au pouvoir à Londres alors qu'en Écosse il ne représente pour ainsi dire rien – les conservateurs n'y ont qu'un seul député au Parlement de Londres, contre 41 travaillistes et 11 libéraux-démocrates.

À l'inverse, une partie de l'électorat petit-bourgeois qui s'était laissée séduire par la démagogie du SNP lors des élections au Parlement écossais

de 2011, lui assurant la majorité absolue, semble avoir voté Non, moins par rejet du nationalisme que par peur des conséquences de l'indépendance pour leur propre statut social. Une autre partie de ce même électorat petit-bourgeois a peut-être également voté Non par déception face au clientélisme et aux pratiques corrompues des institutions régionales écossaises.

Cela étant, le résultat de ce référendum est loin de marquer la fin du nationalisme écossais, aussi anachronique qu'il puisse paraître. À la fois parce que ce nationalisme a des racines anciennes, mais surtout parce que, dans une période où la classe ouvrière est absente de la scène politique, la seule alternative visible à ce nationalisme est un autre nationalisme, guère plus attirant, celui de l'Union Jack, le drapeau britannique, ce symbole sanglant des pillages et des exactions de l'impérialisme britannique aux quatre coins du monde.

AUX ORIGINES DU NATIONALISME ÉCOSSAIS

Rappelons que l'existence indépendante de l'Écosse se termina avec ce qu'on appelle encore en Grande-Bretagne la Glorieuse Révolution de 1688, qui marqua la fin de la révolution bourgeoise en Angleterre, le triomphe de la grande bourgeoisie marchande sur les forces plébéiennes de la révolution et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. La bourgeoisie écossaise se rangea avec armes et bagages derrière celle de Londres et finalement, le 22 juillet 1706, le traité de l'Union consacra la formation du Royaume-Uni, comprenant l'Angleterre, le pays de Galles et l'Écosse, traité qui entra en application le 1^{er} mai 1707.

Par la suite, la révolution industrielle transforma le Royaume-Uni en une entité économique étroitement intégrée, dans laquelle le statut de l'Écosse n'était ni pire ni meilleur que celui de bien des régions d'Angleterre. Néanmoins, l'Écosse avait une structure sociale différente de celle de l'Angleterre, au sens où sa campagne restait dominée par la grande aristocratie terrienne. De sorte qu'avec le développement de l'agriculture commerciale, les métayers en furent chassés brutalement, provoquant un exode rural encore plus

important qu'en Angleterre. Les paysans expulsés allèrent grossir les rangs des chômeurs des centres urbains qui se développaient autour des deux grands ports écossais, Édimbourg et Glasgow, mais aussi les agglomérations de Belfast, en Irlande du Nord, et de Liverpool et Manchester en Angleterre. Ce processus accéléra la disparition des spécificités linguistiques. L'identité écossaise perdit son caractère national pour devenir un régionalisme qui ne se concevait pas en dehors de l'Union.

D'ailleurs, non seulement l'Écosse s'intégra complètement au cadre économique créé par la bourgeoisie anglaise, mais elle joua un rôle de premier plan dans l'essor colonial et impérialiste de la Grande-Bretagne. L'estuaire de la rivière Clyde, autour de Glasgow, devint le plus gros centre de l'industrie navale britannique, avec une puissante industrie métallurgique et d'armement. Édimbourg, la capitale culturelle et financière de l'Écosse, fut communément désignée, à partir du 19^e siècle, comme la « seconde ville de l'Empire », après Londres. Comme la centralisation londonienne de l'État limitait les carrières en Écosse, la bourgeoisie écossaise joua un rôle disproportionné dans les aventures coloniales. Ce fut elle qui fut à l'origine de quelques-uns des plus grands groupes de l'histoire britannique, en faisant fortune grâce au pillage colonial de l'Empire, tels que la banque HSBC, les groupes commerciaux Swire et Jardine Matheson, ou encore le géant de l'armement portuaire Hutchinson.

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, il n'y eut aucun courant politique se réclamant d'un nationalisme écossais. Il fallut les crises économiques de la deuxième moitié du 19^e siècle pour que le mécontentement de la petite bourgeoisie donne naissance à un courant favorable à l'autonomie écossaise, similaire à celui qui prit naissance à la même époque en Irlande. Ce courant fit néanmoins long feu et disparut. Le Parti travailliste écossais, lancé à la même époque par le leader syndicaliste Keir Hardie sur des bases similaires, ne connut pas beaucoup plus de succès dans la classe ouvrière et finit par se dissoudre au sein du Parti travailliste indépendant puis du Parti travailliste britannique, qui laissa les partisans de l'autonomie écossaise mener une existence discrète en son sein.

Paradoxalement, ce fut l'aile internationaliste du mouvement ouvrier écossais qui remit à l'ordre du jour le nationalisme écossais. Face à la trahison des organisations ouvrières britanniques, ralliées au camp de leur impérialisme dans la Première Guerre mondiale, les ouvriers de la Clyde furent au centre de la résistance à la trêve sociale. Dans cette pépinière militante émergea un

courant qui défendit l'objectif d'une « République ouvrière d'Écosse », incarné par l'une des figures du marxisme révolutionnaire, John Maclean. Bien qu'il se soit agi surtout d'une façon de se délimiter d'un mouvement ouvrier anglais qui avait tourné le dos à toute perspective de classe, c'était une idée dangereuse pour l'unité du mouvement ouvrier, qui devait laisser des traces pour longtemps. Néanmoins, avec la généralisation de la résistance à la conscription dans la classe ouvrière anglaise, à partir de 1916, et surtout avec l'élan impulsé par la révolution d'Octobre et la fondation de l'Internationale communiste, ce courant s'intégra au sein du Parti communiste britannique et le particularisme ouvrier écossais perdit toute forme organisationnelle significative.

Il fallut une autre crise, bien plus grave celle-là, la Grande Dépression des années 1930, pour que le nationalisme écossais réapparaisse. Des groupes régionalistes ou nationalistes se formèrent face aux effets catastrophiques de la crise en Écosse et d'autres, plus à gauche, suite au ralliement du leader travailliste Ramsay MacDonald avec toute une aile de son parti à un gouvernement d'union nationale dont le but était de faire payer la crise à la classe ouvrière.

Finalement, en 1934, les groupes nationalistes traditionalistes qui formaient l'aile droite de ce mouvement s'allièrent aux membres écossais du Parti conservateur pour former le SNP. Mais ce parti ne connut qu'un succès des plus limités. Il lui fallut attendre une trentaine d'années avant de réussir à prendre un peu d'importance.

UN PION ÉCOSSAIS DANS LE JEU POLITICIEN BRITANNIQUE

Au début des années 1960, faute de modernisation, les vieilles industries lourdes écossaises connurent une crise. Celle-ci frappa de plein fouet la classe ouvrière mais plus encore la petite bourgeoisie, dont le niveau de vie avait progressé après-guerre. Et comme le reste de la Grande-Bretagne ne semblait pas (pas encore, en tout cas) connaître un sort similaire, le mécontentement des commerçants, cadres et membres des professions libérales écossais les poussa à se raccrocher aux illusions nationalistes colportées par le SNP, et les scores électoraux du SNP se mirent à monter.

En 1970, l'inauguration de la première plateforme pétrolière en mer du Nord, au large des côtes écossaises, donna du grain à moudre au SNP pour appuyer son projet grandiose d'une Écosse indépendante, autour du slogan « *ce pétrole appartient à l'Écosse* ». Puis vint l'explosion des prix du pétrole en 1973, qui permit au SNP de faire miroiter le mirage d'un Koweït écossais, dont

les ministres de Londres seraient contraints de quémander les faveurs.

Le SNP troqua alors son ton traditionaliste pour un langage plus populiste, accusant l'Angleterre de vivre en parasite des ressources pétrolières écossaises. Aux élections d'octobre 1974, il rafla 30,4% des voix en Écosse, un succès sans précédent pour un parti qui n'était pas l'un des « trois grands ». Du fait du scrutin majoritaire à un tour, le succès du SNP fut plus mitigé en termes de sièges, puisqu'il n'en obtint que 11, contre 41 pour les travaillistes et 16 pour les conservateurs. Néanmoins, le SNP avait réussi à prendre aussi bien des sièges ruraux, détenus jusque-là par les conservateurs, que des sièges urbains détenus par les travaillistes.

Bientôt, une occasion s'offrit au SNP. En 1978, ayant perdu le soutien des Libéraux, le Premier ministre travailliste Callaghan se trouva sans majorité parlementaire. Du coup les 11 députés SNP et leurs 3 collègues nationalistes gallois de Plaid Cymru se trouvèrent en position d'arbitrer le rapport des forces au Parlement. En échange de leur appui, Callaghan leur promit des référendums sur la dévolution. Il s'agissait d'une forme britannique de régionalisation, s'appuyant sur un Parlement régional élu auquel seraient délégués une partie des pouvoirs d'État exercés par Londres, y compris quelques pouvoirs en matière fiscale ainsi que la faculté d'emprunter dans certaines limites sur les marchés financiers. Ces référendums eurent lieu en mars 1979. Mais, alors qu'arithmétiquement le Oui l'emporta avec 51,6% des voix, il n'atteignit pas les 40% d'inscrits requis par la loi, du fait de l'ampleur de l'abstention.

Après le retour des conservateurs au pouvoir en 1979, les scores du SNP s'écroulèrent de moitié et il perdit 9 de ses 11 députés, ce qui montrait à quel milieu politique le SNP devait sa fortune électorale.

LA DÉVOLUTION REVIENT À L'ORDRE DU JOUR

De l'acte d'Union du 18^e siècle, l'Écosse avait gardé un certain nombre d'institutions étatiques qui lui étaient propres, malgré la centralisation de l'État britannique, en particulier ses systèmes juridique et éducatif.

Mais ce qui avait été une concession aux classes privilégiées écossaises au 18^e siècle était devenu à double tranchant. Par exemple, les officiers de justice écossais avaient sans doute un monopole sur leurs professions. Mais inversement, les différences importantes entre les systèmes juridiques écossais et anglais leur interdisaient d'exercer leur charge en Angleterre, or l'Écosse offrait bien moins de carrières que

l'Angleterre. Qui plus est, du fait de la centralisation de l'État britannique, la plupart des hautes positions de l'appareil d'État étaient à Londres et beaucoup nécessitaient une formation anglaise, ce qui en excluait la plupart des candidats écossais. D'où le mécontentement des intéressés, que le déplacement à Édimbourg du secrétariat d'État aux Affaires écossaises ne suffit pas à calmer.

Après 1979, ces tensions furent aggravées par la récession qui toucha encore plus brutalement l'Écosse que l'Angleterre, y entraînant la disparition d'un cinquième des emplois en tout juste deux ans. L'effondrement des grandes industries écossaises, la concentration des nouvelles industries de services en Angleterre et la réduction des emplois publics privèrent une partie de la petite bourgeoisie écossaise de toute perspective de carrière.

Dans ce contexte, un Parlement écossais prenant en charge les fonctions du secrétariat d'État aux Affaires écossaises et disposant d'une certaine autonomie financière – c'est-à-dire la dévolution régionale – en vint à apparaître à nombre de ces petits-bourgeois comme la seule façon pour eux de retrouver leur statut social perdu.

Bien que d'abord limitée au milieu nationaliste et à une petite bourgeoisie frustrée, l'idée de la dévolution gagna des couches plus larges de l'électorat écossais, surtout parmi les classes populaires qui souffraient le plus de la politique du gouvernement conservateur de Londres. Car, entre 1979 et 1992, quatre élections parlementaires successives donnèrent une majorité conservatrice à Londres alors que les travaillistes l'emportaient en Écosse, de sorte que les classes populaires écossaises ne se sentirent plus représentées à Londres.

Quant au Parti travailliste, il avait lui aussi tout intérêt à une dévolution appuyée sur un Parlement dans lequel il pouvait espérer une majorité confortable. Après son retour au pouvoir, en 1997, il organisa donc des référendums sur la dévolution en Écosse et au pays de Galles. Pour éviter une répétition du fiasco de 1979, il supprima toute condition de quorum, et le Oui l'emporta dans les deux régions malgré un taux d'abstention dépassant les 40%. Ce qui permit à Blair de se poser à la fois en champion de la démocratie régionale et en garant de l'unité du Royaume-Uni.

Néanmoins, en Écosse, le taux d'abstention de 42% enregistré en 1999 lors des premières élections au Parlement régional (contre seulement 29% lors des élections parlementaires de 1997) montra que l'électorat écossais n'était guère convaincu. Lors de ces élections, les travaillistes remportèrent 56 des 129 sièges, contre 35 pour le SNP, et durent former une coalition avec les Libéraux-Démocrates pour diriger la première

administration écossaise. Et ce fut la même coalition, toujours sous direction travailliste, qui fut reconduite aux élections suivantes, en 2003. Comme chaque fois le SNP arriva en second derrière les travaillistes en termes de sièges, ce fut lui qui constitua, conformément aux pratiques en cours au Parlement de Londres, l'opposition officielle à l'exécutif régional écossais.

LA MANNE DE LA DÉVOLUTION

Légalement, l'administration écossaise n'avait aucun droit de regard sur certains domaines, en particulier la diplomatie, la défense et l'immigration. Mais elle était responsable d'autres : les services sociaux et la santé, l'administration territoriale, l'éducation et la formation, le logement et le transport, la justice et la police, l'agriculture et la pêche, les forêts et l'environnement, les arts et... la création d'emplois. Ses dépenses publiques étaient financées par une enveloppe annuelle calculée au moyen d'une méthode des plus opaques – la formule de Barnett – dont le seul objectif était de répercuter en Écosse les variations de budget décidées à Londres pour l'Angleterre, sans tenir aucun compte des besoins réels.

Bien qu'insuffisante par rapport aux besoins réels, cette enveloppe, dont le montant est passé de 34 milliards d'euros à 46 milliards d'euros cette année, était une véritable manne pour des politiciens en mal de pouvoir, d'autant qu'ils pouvaient en moduler l'utilisation, quitte à déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Très vite le Parlement et l'administration écossais se mirent à présenter les mêmes traits de parasitisme corrompu que les institutions de Londres. Une série de scandales éclatèrent, dans lesquels furent compromis à peu près tous les partis, mais plus spécifiquement le Parti travailliste, sans doute parce qu'ayant plus de pouvoir que les autres il avait la possibilité de se créer plus d'occasions lucratives. C'est ainsi qu'alors que la première décision des députés écossais avait été de précéder chacune de leurs sessions d'une séance de prières (pour avoir l'air vertueux, sans doute), la seconde fut de s'attribuer des frais de résidence (en plus de leurs frais administratifs) pouvant atteindre un quart de leurs confortables salaires. Et les années suivantes virent de nombreux scandales, similaires à ceux du Parlement du Londres, révélant que de nombreux députés écossais se servaient de cet argent pour se livrer à une spéculation immobilière des plus profitables.

Un autre scandale fut celui du nouveau siège du Parlement écossais, près du château de Holyrood, dans le centre d'Édimbourg, dont le coût final atteignit 861 % du budget qui lui avait été

alloué, ce qui lui valut le sobriquet populaire de « Follyrood » ! On ne sut jamais qui s'était rempli les poches au passage, mais l'idée que c'était des membres haut placés du Parlement fut largement évoquée.

Les pratiques de lobbying si communes au Parlement de Londres, bien que totalement illégales, apparurent très vite à Édimbourg. Un scandale éclata par exemple autour du rôle joué par la firme de relations publiques Beattie Media. On apprit que Jack McConnell, ministre des Finances écossais et ancien leader du Parti travailliste en Écosse, ainsi que son assistante parlementaire étaient d'anciens employés de cette firme, laquelle employait toujours les rejetons de deux politiciens travaillistes écossais devenus ministres à Londres. Mais ce scandale n'empêcha pas McDonnell de diriger l'exécutif écossais entre 2001 et 2007, ni Beattie Media de remporter de gros contrats médiatiques avec l'administration écossaise.

En matière de « création d'emplois », qui était de sa responsabilité, le Parlement écossais fit très fort – mais d'une façon bien particulière. Entre 1999 et 2007, le nombre des fonctionnaires écossais passa de 45 à 60 000. Sur ces 15 000 postes nouveaux, certains fournirent sans doute un salaire et un travail utile à des chômeurs. Mais, par exemple, on ne pouvait que se demander à quoi pouvaient servir les 4 500 postes censés pourvoir aux seuls besoins de la vingtaine de membres de l'exécutif écossais. De même pour la centaine d'agences publiques créées entre 1999 et 2007. Leur rôle exact était souvent obscur, mais toutes employaient nombre de directeurs, de conseillers juridiques et financiers et d'experts techniques. En fait, un grand nombre de ces créations d'emplois n'eurent d'autre but que de fournir des sinécures bien payées à tout un milieu qui n'avait rien de défavorisé et à la clientèle des partis au pouvoir.

Bref, ceux qui avaient espéré que le climat écossais pourrait nettoyer le parlementarisme bourgeois de la corruption et du clientélisme de Londres ne tardèrent pas à déchanter.

AU SERVICE DU PATRONAT, COMME À LONDRES

Le Parlement écossais pouvait faire varier le taux des impôts sur le revenu de 3 % en moins ou en plus par rapport à l'Angleterre. Mais en fait il ne s'en est jamais servi jusqu'à ce jour – pas même pour diminuer les impôts des contribuables les plus modestes, ni pour augmenter ceux des contribuables les plus riches. En revanche, Blair avait pris soin de ne lui laisser aucun pouvoir susceptible d'affecter les intérêts des entreprises. En particulier, il n'avait aucun pouvoir sur l'impôt

sur les bénéfiques, les plus-values financières ou les héritages, ni sur les taxes à la consommation, l'indemnisation du chômage, les minima sociaux ou les allocations sociales.

Mais les politiciens écossais se montrèrent tout aussi respectueux des intérêts de la bourgeoisie que ceux de Londres. Pour commencer, tout un monde de consultants issus des sphères dirigeantes des grandes entreprises furent engagés à prix d'or. Ce fut le cas par exemple de sir John Ward, ancien président du Medef écossais et PDG de deux importants établissements financiers, qui fut nommé, à raison d'une journée et demie de présence par semaine, au poste de président de Scottish Enterprise, une agence chargée de distribuer un gros budget aux entreprises – qui mieux qu'un patron pouvait se montrer expert dans l'art de distribuer des subventions au patronat ?

Durant cette période 1999-2007, l'essentiel des mesures en faveur du patronat introduites par le gouvernement Blair en Angleterre le furent également en Écosse. En particulier on y vit, comme en Angleterre, la privatisation systématique de fonctions relevant jusque-là des services publics, par le biais de contrats de sous-traitance passés avec des entreprises privées, opérations qui se traduisaient invariablement par une dégradation du service public et plus encore par une dégradation des conditions de travail et de salaire des travailleurs concernés. Comme en Angleterre, on assista au transfert de toute une partie des budgets publics vers les coffres des grandes entreprises, par le jeu des partenariats public-privé, par exemple dans le domaine des hôpitaux ou de l'entretien et de la gestion financière des cités HLM des grandes villes.

Il en alla de même des mesures antiouvrières introduites par Blair, en particulier celles prises à l'encontre des chômeurs. Se réfugiant derrière le fait qu'il n'avait aucun pouvoir dans ce domaine, l'exécutif et le Parlement écossais se contentèrent d'appliquer toutes ces mesures avec zèle et sans la moindre protestation.

Il n'y eut que deux domaines où le Parlement d'Édimbourg chercha réellement à se distinguer de celui de Londres. Il le fit dans le domaine linguistique d'abord, en faisant apparaître des bribes d'une langue gaélique que quasiment personne ne comprenait plus en Écosse, dans les titres de ses publications. Et, sur un terrain qui aurait pu être moins symbolique, il prit quelques mesures concernant les soins à la personne, pour les personnes âgées et lourdement handicapées – puisqu'il s'agissait justement d'un domaine où il avait tout pouvoir. Au moment où, en Angleterre, Blair retirait ces soins du domaine de la santé publique pour les rendre payants, le

Parlement écossais les rendait gratuits pour les plus de 64 ans, dès lors qu'ils étaient reconnus médicalement justifiés. C'était un progrès, à ceci près qu'aucun financement ne fut débloqué pour le mettre en œuvre. Faute de personnel et de moyens matériels, des queues interminables se formèrent, d'abord pour passer le test pour la gratuité, et ensuite, une fois le test validé, pour que les soins eux-mêmes soient mis en place. En fait, des milliers de personnes âgées n'eurent jamais les soins dont elles auraient eu besoin, parce que la machine administrative dont dépendait la gratuité de ces soins était tout simplement bloquée.

LES NATIONALISTES AU POUVOIR

En 2007, les déceptions suscitées tant par les institutions écossaises que par la politique des travaillistes à Édimbourg et à Londres (en particulier la guerre d'Irak) entraînèrent un renversement de majorité au Parlement d'Édimbourg. Les trois grands partis perdirent un total de 6 sièges, dont 4 pour le Parti travailliste, mais le SNP nationaliste en gagna 20, raflant pratiquement tous les sièges précédemment obtenus par les petites listes, depuis ceux des Verts, jusqu'à ceux de l'extrême gauche. Il devint le plus grand parti au Parlement, de peu, car il n'avait que 47 sièges contre 46 pour les travaillistes. Mais cela suffit pour que le SNP se trouve à même de prendre la direction des affaires, à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Pour arriver à ce résultat, il avait néanmoins fallu que le SNP subisse un ravalement de façade. Après l'élection à sa tête d'Alex Salmond, un vétéran de son aile gauche, en 2004, le langage du SNP s'était gauchi, afin de le faire apparaître comme à la gauche du Parti travailliste. Il est vrai que ce n'était pas très difficile tant le cours de Tony Blair avait viré à droite. Face à un Parti travailliste qui, à Londres, bradait les services publics à tour de bras et s'attaquait sans vergogne à la protection sociale, le SNP apparut à bien des électeurs écossais comme incarnant le travaillisme traditionnel que Blair avait, à leurs yeux, trahi. Par ailleurs, en adoptant une posture d'opposition à l'occupation de l'Irak – sans jamais rien faire contre néanmoins – Salmond put capitaliser l'hostilité d'une grande partie de l'électorat à cette guerre, tant à gauche qu'à droite.

Une fois au pouvoir, le SNP se trouva très rapidement confronté à la crise financière, qui toucha la Grande-Bretagne dès 2007. Sa politique ne fut pas différente de celle du gouvernement travailliste de Gordon Brown à Londres. Il contribua sans rechigner au sauvetage des banques, d'autant que deux des plus grandes banques britanniques, RBS et HBOS, étaient basées en Écosse. Il multiplia les subsides au patronat, par le biais

de Scottish Enterprise auquel, miraculeusement, les restrictions budgétaires ne s'appliquèrent pas. Et, tout comme Londres, il sabra dans les services publics et les budgets sociaux.

Mais le SNP n'en chercha pas moins à consolider sa popularité par quelques mesures phares mais peu coûteuses. La première, en 2007, visa avant tout son électorat petit-bourgeois. Il rendit gratuites les études universitaires pour les étudiants écossais faisant leurs études en Écosse, supprimant ainsi les frais de scolarité léonins introduits par Blair en 1998. Cela créa une situation ubuesque, car les étudiants anglais en Écosse durent continuer à payer les mêmes frais de scolarité qu'ils auraient payés en Angleterre, alors que, pour respecter les règles de l'Union européenne, ceux des autres pays de l'Union purent faire leurs études gratuitement en Écosse !

Mais surtout la mesure la plus marquante, durant ce premier terme du SNP, fut la réintroduction de la gratuité des médicaments pour tous, gratuité qui avait été supprimée quatre ans après son introduction par les travaillistes, en 1948, alors qu'en Angleterre la plupart des adultes ayant un emploi devaient payer une somme forfaitaire pour chaque médicament prescrit (aujourd'hui environ 10 euros). Le SNP renforça ainsi auprès de l'électorat populaire le sentiment qu'il incarnait désormais les valeurs du travaillisme traditionnel, avec lesquelles Blair avait rompu en se faisant le champion des marchés au nom d'un « nouveau travaillisme ».

Cette dernière mesure ayant été adoptée tout juste un mois avant les élections écossaises de mai 2011, les arrière-pensées du SNP étaient évidentes. Néanmoins, cette démagogie grossière permit au SNP d'augmenter son score d'un tiers et le nombre de ses sièges de moitié, et ceci en grande partie grâce au discrédit de la coalition conservateurs-libéraux-démocrates qui était arrivée au pouvoir à Londres l'année précédente. Car ces élections furent moins un raz-de-marée nationaliste qu'un vote sanction contre les partis de cette coalition, qui perdirent la moitié de leurs sièges. Dans les zones rurales du nord de l'Écosse, le SNP prit la place des Libéraux-Démocrates qui les avaient dominées jusque-là. Quant au Parti travailliste, ses pertes furent moindres. Mais dans l'agglomération ouvrière de Glasgow, considérée jusque-là comme une forteresse imprenable des travaillistes, le SNP réussit à les battre en voix, arrivant à égalité en sièges. Au bilan, le SNP se retrouva avec une majorité absolue des sièges au Parlement d'Édimbourg et les mains libres pour mettre en œuvre sa politique.

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

Ayant promis un référendum sur l'indépendance au cours de sa campagne électorale, la victoire du SNP exigeait qu'il passe à l'acte. Des négociations furent donc engagées avec le gouvernement Cameron et, finalement, les législations nécessaires pour assurer sa tenue furent passées simultanément par les Parlements de Londres et d'Édimbourg, fixant sa date à septembre 2014.

Mais ces négociations furent marquées par une valse-hésitation de la part du SNP qui ne manqua pas d'ironie. Au cours de ses marchandages avec le gouvernement de Londres, il apparut qu'après tout le SNP ne tenait pas tant que cela à l'indépendance et que ses préoccupations étaient finalement bien plus terre à terre que le laissaient entendre ses grandes envolées nationalistes.

Ainsi chercha-t-il à obtenir qu'au lieu d'un vote pour ou contre l'indépendance le référendum offre une troisième option, surnommée Devo-Max, qui poussait la dévolution jusqu'aux confins du fédéralisme. Dans cette configuration, les autorités d'Édimbourg auraient été entièrement responsables des finances écossaises. Elles auraient fixé et collecté les impôts directs et indirects, auraient emprunté auprès des banques et des marchés financiers sans avoir à rendre de comptes à Londres, tout en versant au gouvernement central une contribution aux dépenses de fonctionnement générales de la Grande-Bretagne. La défense et les affaires étrangères auraient été les seuls domaines où Londres aurait conservé ses prérogatives. Du coup, les nationalistes auraient eu le beurre et l'argent du beurre : la gestion financière complète et sans restriction de tout un appareil d'État, avec tous les avantages matériels qui s'y attachent pour ceux qui en sont responsables, tout en conservant la sécurité financière que peut offrir le fait de faire partie intégrante d'une entité économique aussi riche que la Grande-Bretagne.

Mais il n'était pas question pour Cameron de faire la moindre concession au SNP sur ce terrain. Non seulement, il ne voulait pas d'une Devo-Max qui n'aurait pu que susciter encore plus de doutes sur les marchés financiers quant à la santé déjà plus que précaire des finances publiques britanniques. Mais en plus, en prévision des élections parlementaires de mai 2015, Cameron avait à tout prix besoin d'une victoire pour redorer un blason pour le moins terni par sa politique d'austérité. Or, si les sondages indiquaient quelque chose à ce stade, c'était que la seule option qui semblait susceptible de recueillir une majorité dans l'électorat était justement la Devo-Max.

Le SNP s'accrocha autant qu'il le put à sa proposition, mais en vain. La réalité était que

Cameron était seul maître du jeu, ne serait-ce que parce que, sans l'accord de Londres, le référendum ne pouvait tout simplement pas avoir lieu. Donc, après plus d'un an d'une négociation marathon, l'accord final en revint à la seule question : « Êtes-vous favorable à l'indépendance de l'Écosse ? » La seule concession que Cameron consentit à faire au SNP fut d'abaisser le droit de vote à 16 ans – une première dans les annales britanniques, sur laquelle les leaders du SNP comptaient semble-t-il beaucoup pour renforcer leur campagne.

SUR LE TERRAIN DU CAPITALISME

Dans un premier temps, le SNP centra sa campagne pour le référendum autour de ses thèmes traditionnels. Le pétrole de la mer du Nord (« notre pétrole ») fut de nouveau appelé à la rescousse pour accréditer l'idée que la population écossaise était indûment exploitée par Londres et que l'indépendance lui assurerait un niveau de vie sans commune mesure avec sa situation présente. Comme la crédibilité de cet argument était quelque peu usée par l'épuisement des gisements de la mer du Nord, le SNP produisit des études officielles qui étaient censées démontrer que des réserves pétrolières plus importantes encore restaient à exploiter au large des côtes écossaises.

Les nationalistes firent miroiter tous les bienfaits qui pourraient résulter de cette manne dans une Écosse indépendante qui pourrait en disposer à sa guise. Ils proposèrent la mise en place d'un fonds souverain alimenté par les recettes pétrolières, à l'instar de ceux du Koweït ou de Norvège, qui garantirait que l'éducation et la protection sociale restent publiques, gratuites et universelles, en étant protégées contre les soubresauts de l'économie et les mesures d'austérité et de privatisation des politiciens, contrairement à ce qui s'était passé en Angleterre, en particulier depuis le début de la crise.

Mais, bien sûr, il n'était pas question pour le SNP de pointer le doigt sur les véritables responsables de la crise. Si sa démagogie s'adressait en partie à l'électorat populaire, la politique qu'il proposait s'adressait avant tout au capital – écossais ou pas. Ses mirages pétroliers passaient allégrement sous silence le fait que c'était les multinationales du pétrole, et non la population anglaise, qui avaient empoché les profits des gisements de la mer du Nord et que l'indépendance de l'Écosse n'y changerait rien. Lorsqu'il se faisait fort d'utiliser la manne pétrolière pour attirer les investisseurs en Écosse, redonner vie à son industrie dévastée par les crises successives et ramener le plein emploi, il se gardait bien de mettre en accusation les

puissants groupes industriels qui avaient licencié à tour de bras en Écosse, tout comme ils l'avaient fait dans toute l'Angleterre, ni de préciser que, pour attirer ces fameux investisseurs, il faudrait que la classe ouvrière écossaise se rende suffisamment « attractive », c'est-à-dire prête à accepter une aggravation de son exploitation.

Mais, dans ce rôle de champions respectueux des intérêts du capital, les nationalistes ne pouvaient guère l'emporter – en tout cas pas aux yeux des capitalistes. Il est vrai que ceux-ci ne s'inquiétaient pas forcément outre mesure de ce qui allait advenir après le référendum. Un haut dirigeant de HSBC, la plus grande banque britannique, expliquait par exemple, dans une interview au quotidien financier *Financial Times*, que les banquiers avaient toujours pu compter sur le zèle des États à se mettre d'accord entre eux afin de faciliter les transactions entre grands groupes financiers et qu'il n'y avait pas de raison qu'il en soit autrement en cas de victoire du Oui.

Certains, comme Jim Ratcliffe, principal actionnaire de l'un des dix plus gros groupes pétrochimiques mondiaux, Ineos, dont la notoriété en tant que patron de combat n'était plus à faire, y allèrent même de leur couplet, vantant les avantages d'un « petit État » dont les dirigeants seraient bien plus accessibles aux entreprises. Il est vrai que cela pouvait se comprendre pour un groupe comme Ineos, pour qui les frontières importent peu. N'a-t-il pas son siège social en Angleterre, son siège fiscal en Suisse et ses unités de production dans une demi-douzaine de pays aux quatre coins de la planète ? Quant à l'accessibilité des dirigeants écossais pour quelqu'un comme Ratcliffe, elle s'expliquait mieux quand on savait que le chiffre d'affaires d'Ineos était du même ordre de grandeur que le budget du gouvernement écossais !

Mais sur ce terrain, face au SNP, les grands partis londoniens qui s'étaient regroupés autour de la campagne *Better together* (Mieux ensemble) pour le Non avaient des arguments d'un tout autre poids : d'une part leur long et loyal passé au service du capital et d'autre part le poids économique de l'État britannique, avec tout ce qu'il peut apporter en subventions et autres garanties financières aux entreprises, petites et grandes. De sorte que Cameron, appuyé de tout son poids par le leader travailliste Ed Miliband, n'eut aucun mal à donner le ton dans cette campagne.

Et ils firent donner la grosse artillerie. La presse des milieux d'affaires se fit un plaisir de publier des pages entières de publicité pour le Non où figuraient les signatures des PDG des plus gros groupes britanniques. RBS (Royal Bank of Scotland) et la banque Lloyds, qui sont toutes deux

enregistrées en Écosse et dont l'État britannique est le principal actionnaire depuis le sauvetage bancaire de 2008, firent savoir obligeamment qu'en cas de victoire du Oui, elles déplaceraient le centre de gravité de leurs activités à Londres. Le géant privé de l'assurance et des placements financiers Standard Life, dont le siège est à Édimbourg, ne tarda pas à suivre le mouvement. Les groupes de métallurgie et d'armement BAE et Babcock, deux gros sous-traitants de la marine de guerre britannique qui emploient directement ou indirectement des dizaines de milliers de salariés en Écosse, laissèrent entendre qu'ils pourraient avoir à relocaliser leurs activités en Angleterre.

LE CHANTAGE COMME ARGUMENT POLITIQUE

En fait, l'un des principaux axes de la campagne du Non se résuma à un chantage sur les nombreux cataclysmes qu'une victoire du Oui ne manquerait pas d'entraîner.

La fuite catastrophique des emplois hors d'Écosse, qui ne manquerait pas de se produire selon Cameron et ses alliés, en fut l'un des exemples. Mais il y en eut bien d'autres.

Il y eut par exemple la polémique autour de la monnaie, dans laquelle les grands partis réussirent sans grand mal à faire perdre au SNP un peu de son crédit. La question était de savoir quelle serait la monnaie d'une Écosse indépendante. Les nationalistes proposaient une solution qui n'était pourtant pas très populaire dans les milieux nationalistes – celle de conserver la livre britannique dans le cadre d'une union monétaire avec l'Angleterre. Ce à quoi Cameron rétorqua que c'était hors de question, dans la mesure où Londres n'aurait plus les moyens de contrôler les dépenses du nouvel État et donc d'assurer la stabilité de la livre. Et il souligna que l'introduction d'une nouvelle monnaie écossaise rendrait très difficile au nouvel État d'emprunter sur les marchés financiers sans avoir à payer des intérêts exorbitants.

Le SNP chercha alors à se tirer d'affaire en rappelant que son intention était de demander immédiatement son adhésion à l'Union européenne et que, faute d'une union monétaire autour de la livre, l'Écosse pourrait toujours intégrer la zone euro. Mais Cameron eut beau jeu de lui rappeler que, même en admettant que les demandes de l'Écosse soient agréées par l'Union européenne et la zone euro, ce qui n'était pas du tout certain – surtout si Londres s'y opposait, mais cela, il le laissa entendre sans jamais le dire explicitement – tout cela prendrait des années et qu'entre-temps l'Écosse risquait de connaître une dure période de vaches maigres.

Puis vint une autre polémique, cette fois sur la répartition des dettes de la Grande-Bretagne en cas d'indépendance. Les nationalistes du SNP avaient toujours mis un point d'honneur à démontrer leur responsabilité vis-à-vis des intérêts de la grande finance, en affirmant leur détermination à assumer la responsabilité d'une partie des dettes britanniques, en proportion de la taille de la population écossaise. Moyennant quoi Cameron prit le SNP à sa propre démagogie, en argumentant que la seule façon équitable de partager les dettes était de le faire en proportion du PIB de chacun. Et comme, grâce au pétrole, l'Écosse avait (sur le papier en tout cas) un PIB par habitant bien supérieur à celui de l'Angleterre, elle devrait reprendre à son compte une part de la dette publique bien plus élevée que ne le disait le SNP, ce qui, d'après les calculs produits par les services officiels de Cameron, nécessiterait une hausse significative des impôts sur le revenu en Écosse. Il y avait là de quoi effrayer l'électorat petit-bourgeois, le gros de la base électorale du SNP, qui pouvait commencer à avoir des doutes sur les baisses d'impôts financées par le pétrole promises par le SNP.

UN NATIONALISME RÉACTIONNAIRE CONTRE L'AUTRE

Si les nationalistes du SNP n'avaient rien d'autre à vendre que des mirages, les partisans du Non n'avaient réellement aucun autre argument que celui de la peur.

Car, en dehors de leurs menaces apocalyptiques, qu'avaient-ils donc de positif à proposer aux électeurs ? Le maintien dans cette survivance d'un passé depuis longtemps révolu qu'est le Royaume-Uni, avec sa royauté d'un autre âge et ses institutions politiques et judiciaires qui ont à peine changé depuis le 18^e siècle ? L'appartenance à une Grande-Bretagne qui continue à occuper l'Irlande du Nord contre la volonté d'une grande partie de sa population, empêchant ainsi sa réunification avec la République d'Irlande ? Une Grande-Bretagne qui, par ailleurs, continue à guerroyer pour le compte d'une poignée de multinationales aux quatre coins de la planète, semant la terreur et la mort parmi les populations des pays pauvres ?

Et que dire des partisans du Non ? Un Cameron qui menace les Écossais des pires conséquences s'ils choisissaient de rompre l'Union avec l'Angleterre, mais qui n'hésite pas lui-même à agiter la menace du retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, sous prétexte de protéger le pays contre la menace d'une invasion de travailleurs immigrés européens, mais en réalité pour protéger les profits des banquiers de

Londres et permettre au patronat britannique de pratiquer le dumping social contre ses concurrents européens. Ou un Miliband dont le Parti travailliste a donné son soutien, voire présidé à toutes les aventures militaires de l'impérialisme britannique, de la guerre de 14-18 à l'invasion et aux bombardements actuels de l'Irak, en passant par d'innombrables expéditions coloniales et par l'Irlande du Nord. Ce même parti qui a orchestré le sauvetage des banques en 2008, et préparé le terrain aux années d'austérité et de recul de ses conditions de vie que la classe ouvrière a subies depuis.

Mais en face, les mirages du SNP n'étaient pas seulement illusoires, ils étaient réactionnaires. Ajouter une frontière de plus aux innombrables reliques artificielles qui divisent le monde et en particulier l'Europe, qui sont sources d'autant de tensions et ne font que contribuer à alimenter l'irrationalité du fonctionnement du système capitaliste, ne pouvait être qu'un pas en arrière. Ce ne pouvait être qu'un développement réactionnaire, comme l'a parfaitement illustré la détermination affichée par le SNP de constituer sa propre armée en Écosse et d'obtenir son adhésion à l'OTAN. Qui plus est, cela aurait constitué un développement réactionnaire pour les quelque 800 000 travailleurs écossais qui vivent en Angleterre et seraient devenus des immigrés, du jour au

lendemain, dans leur propre pays. Quant aux travailleurs d'Écosse, ils auraient vite eu à faire face au chantage à l'investissement étranger, et aux pressions pour accepter de se rendre plus compétitifs afin d'attirer les investisseurs. Eux aussi auraient payé la note pour permettre à une maigre couche de notables et de politiciens de s'asseoir à la mangeoire d'un appareil d'État à eux.

Si néanmoins beaucoup de travailleurs écossais ont choisi de voter Oui à l'indépendance, pour exprimer leur rejet de tout ce que représentaient les grands partis qui défendaient le Non, cela ne fait que souligner l'absence de toute perspective politique offerte à la classe ouvrière – en Écosse comme ailleurs – face aux attaques de la bourgeoisie dans la crise. Cela souligne l'absence d'un parti défendant ses intérêts politiques et prêt à prendre la tête de ses combats. Si un tel parti avait existé, la classe ouvrière écossaise aurait traité le faux choix présenté par ce référendum comme il le méritait : en refusant d'y participer, mais sur un fond de luttes visant à regagner le terrain perdu face aux capitalistes, écossais comme anglais. En l'absence d'un tel parti, nombre de travailleurs se seront servis du seul moyen de s'exprimer qu'on leur proposait, même si, malheureusement, il était lourd d'ambiguïté.

19 octobre 2014

Belgique

Les succès du PTB, pour quelle politique ?

Depuis les élections nationales et régionales du 25 mai dernier en Belgique, le PTB-PVDA (Parti du travail de Belgique – Partij van de arbeid van België) compte deux élus au Parlement fédéral, composé de députés des trois régions. Il compte aussi deux élus au Parlement wallon et quatre élus au Parlement de la région de Bruxelles-Capitale. Dans le contexte de la crise économique et des crises communautaires entre les nationalistes wallons et flamands, qui ont laissé le pays sans gouvernement fédéral pendant un an et demi entre 2009 et 2011, le PTB a gagné en visibilité et enregistré des progrès.

C'est par le PTB que l'opinion publique a notamment appris qu'une entreprise comme ArcelorMittal ne payait que 0,73% d'impôts, au lieu des 33% du taux officiel, sur les 346 millions de bénéficiaires qu'elle a déclarés en Belgique en 2012. Ou encore que la femme de ménage du milliardaire belge Albert Frère paye plus d'impôts que le milliardaire lui-même. Ces informations ont été reprises par la presse bourgeoise. Quant à « l'expert fiscal » du PTB, Marco van Hees, fonctionnaire au ministère des Finances et auteur de plusieurs livres sur le paradis fiscal qu'est la Belgique, il a pu s'exprimer à plusieurs reprises à la télévision, faisant connaître le PTB comme le parti qui veut « taxer les millionnaires ».

En Flandre, le livre sur les pratiques capitalistes qui ont conduit à la crise bancaire *Comment osent-ils ?* de Peter Mertens, président du PTB-PVDA, a été un best-seller vendu à plus de 22 000 exemplaires.

Les militants ont donc le sentiment d'être sur la voie d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés lors de leur dernier congrès en 2008 : « *Devenir le parti des travailleurs, plus encore qu'aujourd'hui. Un parti où les ouvriers, employés, chômeurs, jeunes, intellectuels et indépendants se sentent chez eux. Un parti qui se met du côté des syndicats au lieu de les combattre. Un parti actif qu'on peut voir à bien plus d'endroits. Un parti de membres, basé sur des groupes de base avec une bonne dynamique de groupe. Qui est fortement implanté, tant dans les entreprises que dans les communes, avec une bonne interaction entre les deux. Un parti qui accorde aussi plus d'attention aux formations à tous les niveaux.* »

Le PTB-PVDA progresse et il a démontré l'existence, au sein de l'électorat, d'un courant critique à l'égard des gouvernements et des dirigeants socialistes qui y jouaient un rôle de premier plan, un courant d'électeurs qui ne se retournent pas pour autant vers les divers démagogues nationalistes et communautaristes. Dans le contexte politique belge, c'est certainement un fait positif. Il reste à savoir dans quelle mesure il peut offrir de réelles perspectives aux travailleurs, dans cette période de crise où, comme dans les autres pays européens, la bourgeoisie est à l'offensive contre la classe ouvrière et ses droits.

UN PARTI VENU DU MAOÏSME... ET DU STALINISME

Amada (Alle macht aan de arbeiders – Tout le pouvoir aux ouvriers) a été créé en 1970 en Flandre, au lendemain des mouvements étudiants de 1968-69, avec le mot d'ordre « *Bourgeois buiten* » (Bourgeois dehors) alors que les étudiants nationalistes flamands se mobilisaient derrière le slogan « *Walen buiten!* » (Wallons dehors!) La Belgique traversait alors une fois de plus une crise communautaire. Si les militants d'Amada se réclamaient du communisme, c'était de celui de Staline et de Mao Zedong.

Neuf ans plus tard, en 1979, Amada se renomma PTB-PVDA et décidait de s'implanter dans les grandes entreprises de l'ensemble du pays. Des dizaines de militants flamands déménagèrent dans les centres industriels de Wallonie. Ce fut le cas des parents de Raoul Hedebouw, aujourd'hui porte-parole du PTB et sa figure de proue dans la partie francophone du pays. Son père, ancien étudiant en psychologie à l'université de Leuven, fut un des cofondateurs du PVDA. Originaire de Bruges, il s'installa à Liège pour travailler dans la sidérurgie.

C'est ce passé qui allait permettre au PTB de devenir un parti d'extrême gauche implanté dans les deux régions linguistiques du pays et largement connu au sein de du milieu ouvrier. Mais il lui doit aussi ses caractéristiques politiques.

En décembre 1989, *Solidaire*, l'organe central du PTB, apportait son soutien au dictateur de Roumanie qui venait d'être abattu, l'appelant « *notre camarade Ceausescu* ». De même il soutenait le

régime de Corée du Nord, la répression sanglante de la place Tian-anmen en cette même année 1989... pour ne citer que quelques-unes de ses prises de position les plus stalinienne. En 1994 encore, quatre ans après la chute du mur de Berlin, dans l'ouvrage *Un autre regard sur Staline*, Ludo Martens, président du PTB, réaffirmait publiquement le soutien du parti à l'Union soviétique de Staline.

Pendant quatorze ans plus tard, avec une nouvelle génération élue à la direction du PTB, le congrès de 2008 décidait d'abandonner les références à Staline et Mao et son soutien aux dictatures prétendument communistes de par le monde. Parallèlement, les références au communisme comme le marteau et la faucille disparaissaient de la une de *Solidaire*, le journal du PTB, ainsi que de son site Internet. Le parti continue évidemment de compter de nombreux militants se réclamant du communisme, même si la plupart évitent depuis d'aborder publiquement ces questions de fond.

COMMENT LE PTB FAIT RÉFÉRENCE AU MARXISME

Le PTB continue aussi de se réclamer du marxisme et du socialisme. Le texte du congrès de 2008 affirme :

« Le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité.

Jamais autant de travailleurs du monde entier n'ont participé en commun à la création de richesses, jamais la production n'a été aussi socialisée. Mais jamais non plus la propriété des grandes entreprises n'a été concentrée dans si peu de mains. C'est donc le pouvoir des transnationales et de leurs grands actionnaires (propriétaires) qui doit être mis en question.

L'évolution de la société nous place devant une double tâche. Le PTB nouveau veut, dans la période à venir, être à la fois un parti de principes et un parti souple. Dans un monde de changements rapides, nous avons besoin d'une colonne vertébrale solide. Notre analyse marxiste et notre engagement pour le socialisme déterminent l'identité de notre parti.

En même temps, nous avons besoin de souplesse et d'ouverture pour coller à la réalité des gens, pour les conscientiser, les mobiliser et les organiser et transformer le parti en parti de travailleurs. »

Le PTB défend aussi la conception marxiste de l'État qui *« n'est pas né pas comme un organe neutre entourant la société, mais comme un instrument de pouvoir de la classe possédante »*.

Le passage au socialisme est ainsi vu comme *« le résultat d'une longue période de conflit entre*

les deux camps ennemis diamétralement opposés: la classe possédante (le capital) et la classe travailleuse, sur plusieurs terrains. Et, finalement, la classe ouvrière aura le pouvoir en main au détriment de la classe possédante. Il s'agit d'un renversement de la société, d'une révolution socialiste. » Pour *« réaliser un tel passage vers le socialisme »*, la *« classe ouvrière doit être préparée. (...) Elle doit être suffisamment organisée (...) et suffisamment consciente (...). La maturité de la classe travailleuse et la force de l'action de masse dépendaient pour une part importante des capacités des pionniers, de l'avant-garde, bref, des capacités du parti communiste. »*

Le parti affirme aussi une critique du parlementarisme en faisant référence au *« mouvement des travailleurs »*. Pour le PTB, celui-ci *« peut présenter d'importants résultats (...). Ces résultats, il les a obtenus en comptant sur ses propres forces: en s'organisant, en se conscientisant, en menant des actions et en créant des rapports de force favorables. Jamais une amélioration essentielle n'a été simplement concédée sans lutte ou sans pression (parfois internationale). (...) Notre discours n'est pas: "Nous allons résoudre cela pour vous", mais bien: "Prenez votre sort en mains. Organisez-vous, mobilisez-vous, conscientisez-vous!" Notre rôle en tant que parti est celui-ci: aider à sensibiliser, organiser mobiliser. »*

UNE CAMPAGNE « POUR DES ÉLUS DE GAUCHE AU PARLEMENT »

Que deviennent ces principes politiques sur le terrain, là où il y a *« besoin de souplesse et d'ouverture »*, notamment lors de la campagne électorale de 2014 et vis-à-vis des syndicats? Lors des élections fédérales et régionales 2014, le PTB s'est présenté avec un programme très détaillé sous le titre *« Notre avenir est social – Scénario pour une société plus sociale »*. Il y avançait, *« loin des vieilles recettes qui nous ont plongés dans cette crise », « cinq priorités – la lutte contre la pauvreté, un emploi stable, une vision sociale pour le climat, une fiscalité juste et une justice réellement accessible – et douze autres points clés du programme »*.

Ce programme, selon le PTB, aurait été élaboré après une *« enquête auprès de 41 420 personnes »* et était agrémenté de nombreuses propositions concrètes. Au côté de revendications dites sociétales comme celles concernant la lutte contre le racisme ou l'homophobie, d'autres visaient à réduire les profits des entreprises pour améliorer les salaires et les retraites. Il s'agit de revendications qui se heurteraient certainement à une résistance farouche des capitalistes, du patronat et des gouvernements, et qui ne pourraient

être obtenues que par des luttes importantes, avec une large mobilisation des travailleurs, surtout dans cette période de recul de l'économie où les entreprises aggravent l'exploitation et réduisent les salaires pour maintenir leurs profits.

Mais c'est justement sur le moyen d'imposer de telles revendications que le PTB reste très discret. Son programme électoral ne fait nulle mention des luttes nécessaires. Ainsi, le PTB déclare lutter pour «*l'instauration d'une taxe des millionnaires. Une taxe de 1 % sur les fortunes de plus de un million d'euros, de 2 % sur les fortunes de plus de deux millions d'euros et de 3 % sur les fortunes au-dessus de trois millions d'euros. Cette taxe des millionnaires ne touche qu'une petite partie de la population, elle ne frappe que les 3 % les plus riches. Produit = huit milliards d'euros.*»

Mais comment obliger les millionnaires à payer cet impôt supplémentaire, alors qu'ils ne payent bien souvent pas les impôts qu'ils doivent déjà, ou les payent bien en dessous du taux théorique ? Comment contrôler les avoirs réels des plus riches alors qu'ils ne sont même pas astreints à déclarer leur fortune ? À ces questions, les porte-parole du PTB répondent qu'il faut lever le secret des affaires et introduire un «*cadastre des fortunes*». Mais qui imposerait ces mesures, qui exercerait le contrôle ? Seraient-elles obtenues par des lois parlementaires ? Par des luttes des travailleurs ? Le PTB ne se prononce pas publiquement, comme s'il voulait éviter de faire fuir les électeurs les plus réformistes.

Pour faire apparaître cette mesure comme réaliste et réalisable, les porte-parole du PTB évoquent généralement l'impôt sur la fortune en France, preuve qu'il serait possible de l'appliquer en Belgique. L'exemple français est pourtant la preuve qu'il ne suffit pas d'une simple loi pour faire rentrer l'impôt des plus riches. Les plus fortunés des Français ont tous les moyens d'échapper à l'impôt, y compris s'installer du côté belge de la frontière, ou bien en Suisse... C'est aussi la preuve que ce n'est pas parce qu'un peu d'impôt sur la fortune rentre dans les caisses de l'État que cet argent est utilisé pour le bien de la collectivité.

Cette revendication est présentée parallèlement au leitmotiv de la campagne demandant d'envoyer des élus du PTB aux Parlements. Les électeurs habitués aux programmes électoraux des grands partis ne peuvent donc que faire le lien : il faut des élus du PTB pour que de bonnes lois soient votées. Et c'est effectivement le message que veut faire passer le PTB : envoyer au Parlement des élus de «*la gauche de la gauche*», trente ans après que les deux derniers élus du PC belge ont perdu leur mandat en 1984, était présenté comme le gage d'un changement majeur.

«*Une nouvelle force de gauche s'est levée*», triomphaient Raoul Hedebouw et Peter Mertens, respectivement porte-parole et président du PTB, au lendemain de leur petit succès électoral.

Il est vrai que le programme de congrès du PTB met en garde : «*Jamais une amélioration essentielle n'a été simplement concédée sans lutte*». Raoul Hedebouw a répété que le PTB serait le relais des luttes au Parlement, et que les élus du PTB agiront au Parlement comme les élus du PTB dans les conseils communaux, qui appliquent le principe «*rue-conseil-rue*». Mais c'est une chose de se faire le relais de comités de citoyens contre une taxe communale sur les poubelles, contre la fermeture de telle crèche ou pour la rénovation de tel logement social, ou encore des protestations du personnel communal contre la suppression de postes. C'en est une autre, bien plus difficile, quand il faudrait des luttes ouvrières mettant en cause les profits capitalistes, donc nécessitant une mobilisation bien plus large, plus déterminée, plus consciente.

Dans de telles luttes, les travailleurs ont besoin d'un programme, de revendications visant à changer durablement le rapport de force face au patronat et au gouvernement. Ces idées, ce programme de lutte ne peuvent pas seulement être diffusés aux militants, éventuellement aux adhérents et sympathisants, lors de formations organisées par le parti. C'est l'ensemble des travailleurs qui doivent entendre ces idées et ce programme pour qu'ils puissent rapidement les reprendre lors de leurs mobilisations.

Bien sûr, les campagnes électorales sont un moment important pour les partis ouvriers. Ce sont des moments où les travailleurs sont plus attentifs à la politique et où les militants communistes peuvent donc faire connaître plus largement leur programme. Elles sont l'occasion de rappeler que des avancées importantes pour les travailleurs ont pu être imposées par la lutte, bien plus que par les urnes. Et dans cette période de crise où l'augmentation des profits capitalistes se fait par l'aggravation de l'exploitation des travailleurs, où aussi l'histoire s'accélère, il est nécessaire d'anticiper sur les luttes à venir.

Cependant, il reste des campagnes électorales du PTB l'impression que, pour obtenir le maximum de voix de déçus du Parti socialiste et des Écologistes, les porte-parole du PTB ont voulu éviter de froisser les illusions électoralistes de ces éventuels électeurs. Peut-être cela a-t-il été efficace d'un point de vue électoral, mais cela ne fait pas avancer la conscience de la classe ouvrière, alors que c'est le problème fondamental, bien plus que les élus au Parlement.

LE PTB ET LES «EXPÉRIENCES SOCIALISTES»

« Le socialisme a dû se construire en conflit permanent avec un capitalisme répandu dans le monde entier. Et cela l'a marqué. Dès le tout premier jour de son existence, la jeune Union soviétique fut confrontée à l'interventionnisme, au blocus économique, à l'encerclement politique et militaire, à la subversion, au sabotage et à la désinformation. La jeune Union soviétique a dû repousser une guerre d'intervention et, par la suite, elle a fourni une contribution déterminante à la défaite du fascisme hitlérien. Cela a coûté énormément de forces et d'énergie, lesquelles n'ont pu être investies dans d'autres domaines.

Dans de telles circonstances, la construction d'une société socialiste a toujours été un processus. En Europe, le système capitaliste a eu besoin de plus de deux cents ans – et de beaucoup de violence – pour se réaliser. Le socialisme aura également besoin de temps. Il n'existe pas de recettes toutes prêtes pour la construction d'une nouvelle société. C'est un long processus historique, avec des hauts et des bas. Avec de belles réalisations, mais aussi avec de sérieuses erreurs. »

Le PTB estime donc aujourd'hui que les dirigeants staliniens ont fait de « sérieuses erreurs ». Cela permet de ne plus devoir les justifier, mais n'explique pas quelles étaient ces « erreurs », ni donc surtout comment le mouvement ouvrier pourra les éviter à l'avenir. Reste que, pour le PTB, il y aurait eu au fond une pleine continuité de la révolution de 1917, d'où est née l'Union soviétique, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Pourtant jamais Lénine, ni aucun des dirigeants du Parti bolchevique avant 1924, n'envisageait de « construire le socialisme » en URSS seule. Celle-ci héritait de toute l'arriération économique de la Russie et était isolée, soumise au blocus impérialiste.

Lénine et les dirigeants bolcheviques espéraient cependant tenir assez longtemps pour aider les classes ouvrières d'autres pays, pour que des révolutions ouvrières y éclatent à leur tour, afin que se renforce le camp de la classe ouvrière face au camp du capitalisme et que se desserre le carcan autour de l'URSS.

Ce fut l'espoir des militants encore révolutionnaires lorsque la puissante Allemagne fut secouée par une crise révolutionnaire en 1923, lorsqu'en 1927 en Chine – si proche de la Russie par ses contradictions sociales et pesant près d'un quart de la population mondiale – le prolétariat fit la démonstration de ses capacités révolutionnaires. La Révolution russe ne devait pas nécessairement rester isolée. Mais la bureaucratie soviétique et,

à sa tête, Staline se méfiaient des possibilités de développements révolutionnaires dans d'autres pays. Ils choisirent de plus en plus ouvertement le maintien d'un statu quo face à l'impérialisme, ce qui garantissait au moins pour un temps les privilèges que les bureaucrates s'étaient octroyés sur le dos de la population.

En opposition à toute la politique menée jusque-là par le Parti bolchevique, les épigones staliniens inventèrent l'idée absurde que le socialisme pouvait se construire dans la seule URSS, dans un seul pays ! C'est à cette politique, et à toutes les déviations qu'elle comportait, que s'opposèrent ceux qui voulaient poursuivre la politique révolutionnaire de Lénine et du Parti bolchevique d'avant 1924.

Il n'y a pas, comme le PTB le laisse entendre, de continuité entre 1917 et 1941, ni politique, ni militante. Fin août 1940, de tous les camarades de Lénine du comité central du Parti bolchevique de 1917, seul Staline était encore vivant. Les autres avaient péri dans les camps, ou avaient été fusillés après des procès insensés et iniques, ou s'étaient suicidés. Trotski, en exil, venait d'être assassiné par un agent de Staline, comme des milliers de révolutionnaires communistes avant lui.

Dans cet affrontement entre deux camps opposés au sein du Parti bolchevique, il y a un camp à choisir. Les militants de 1924 et des années suivantes ont eu à choisir entre la politique de la bureaucratie stalinienne et le communisme internationaliste. La politique timorée de la bureaucratie soviétique avait fait échouer la révolution en Allemagne en 1923, comme elle allait la faire échouer en Chine en 1927. Quant à la révolution espagnole de 1936, les dirigeants de Moscou et les cadres staliniens en Espagne allaient contribuer à l'écraser en assassinant de nombreux militants révolutionnaires, tant anarchistes que trotskystes. Encore aujourd'hui on ne peut s'abstenir de comprendre cette expérience. Comprendre ce qui s'est passé alors en URSS, choisir duquel de ces deux camps on se sent solidaire est indispensable si l'on veut jouer un rôle révolutionnaire demain.

Certes, le PTB se veut plus ouvert aujourd'hui et ne traite plus les trotskystes de social-fascistes. Il a même fait liste commune avec la LCR belge (IV^e Internationale). Le PTB refuse aujourd'hui d'assumer toute la politique stalinienne et déclare même, comme le fait Raoul Hedebouw, que cela ne fait pas très « sexy » vis-à-vis des électeurs. Mais sa vision reste entachée par cet héritage et, sans rupture avec celui-ci, le PTB ne peut que rester loin d'une politique révolutionnaire.

Dans son analyse de la Chine, le PTB reste aussi très loin d'une conception véritablement

marxiste et léniniste. Le texte du congrès de 2008 résume la question : « *Au début des années 1950, la Chine a entamé son passage au socialisme.* » « *L'histoire dira si les communistes chinois pourront développer de manière correcte et créative le socialisme dans cet immense pays du sud.* » Mais la Chine n'a jamais été socialiste. La révolution chinoise de 1948 n'a conduit à la nationalisation de l'ensemble de l'économie que parce que la grande bourgeoisie et les capitalistes avaient fui avec les restes de l'armée de Tchang Kaï-Chek vaincue et que l'impérialisme avait imposé un blocus sévère de plus de vingt ans. Mao Zedong et le Parti communiste chinois, eux, ont défendu une politique d'alliance avec la bourgeoisie chinoise, du moins celle dite « nationale », y compris lorsque la plupart de ces grands bourgeois chinois ont choisi de s'exiler à Taïwan ou plus loin encore.

Et qui sont ces « communistes chinois » dont parle le PTB aujourd'hui ? S'agit-il de ces « princes rouges », comme la population appelle les dignitaires à la tête de l'État, dont le luxe et les affaires frauduleuses, avec notamment l'expropriation des terres paysannes, provoquent régulièrement des révoltes ? Le jour où la classe ouvrière et les paysans chinois entreraient en lutte pour une société socialiste, ils devront commencer par se débarrasser de ces parasites qui dirigent le pays et qui font partie intégrante de la classe bourgeoise, même s'ils préfèrent s'abriter pour le moment sous le drapeau rouge étoilé.

Aujourd'hui, les dirigeants du PTB ne veulent plus soutenir ouvertement les dirigeants chinois. Mais ils se sentent toujours solidaires d'hommes qui sont les dirigeants de l'État chinois et d'un capitalisme féroce, et non des masses ouvrières et paysannes chinoises qui les subissent.

Pour justifier de ne pas dire toute la vérité politique aux travailleurs, le PTB recourt à des raisonnements hérités du stalinisme : il s'agirait de choix tactiques. Mais refuser d'exposer clairement les enjeux, refuser d'examiner les choix politiques passés et présents et de discuter de leurs conséquences, c'est aussi refuser d'élever le niveau de conscience des travailleurs et se rendre incapable d'aborder les situations révolutionnaires à venir en se plaçant réellement dans leur camp.

« UN PARTI DE BÉTON À CÔTÉ D'UN SYNDICAT DE BÉTON » ?

L'héritage stalinien du PTB influe aussi sur son attitude envers les syndicats et la bureaucratie syndicale.

Dans son programme de 2008, le PTB se veut « *un parti qui se met du côté des syndicats au lieu de les combattre* ». C'est sans doute une remise

en cause de la politique gauchiste et antisyndicale de ses débuts, mais c'est surtout la confirmation et l'amplification d'un rapprochement vis-à-vis des bureaucraties syndicales, accompagnée d'un soutien à leur politique.

Bien évidemment un travailleur doit être syndiqué. Mais les dirigeants des syndicats belges actuels représentent-ils les intérêts de leur base ? Dans les pays riches, et encore plus dans les pays dominés par l'impérialisme, les dirigeants des syndicats ont fait largement la preuve qu'ils ne défendaient ni les intérêts des travailleurs, ni même ceux de leurs adhérents. Le capitalisme a appris depuis longtemps à intégrer les syndicats dans son fonctionnement, et à donner des privilèges aux dirigeants syndicaux pour les couper de leur base.

Dans le texte du congrès de 2008, dans les discours des dirigeants du PTB à leurs fêtes, dans les divers ouvrages destinés au grand public édités depuis 2008, on ne trouve aucune critique des multiples trahisons des directions syndicales, que les travailleurs ont pourtant vécues, y compris dans un passé récent, ni aucune analyse critique de la bureaucratie syndicale. Le PTB fait ainsi l'impasse non seulement sur les trahisons stalinienne, mais aussi sur celles des appareils syndicaux d'aujourd'hui.

Tout au plus peut-on lire comme critique dans le texte du congrès de 2008 que « *l'anti-syndicalisme est très vivant à la base. C'est souvent sous l'influence de la droite et des patrons, mais aussi de mouvements de lutte cassés, de déceptions à propos de décisions de certains responsables syndicaux* ». Ainsi, ce serait une question de bons ou de mauvais dirigeants syndicaux, et non de politique menée par des appareils intégrés très largement à l'État capitaliste.

Le PTB se dit marxiste, mais ne propose aucune analyse marxiste de ces appareils qui emploient des milliers de salariés, notamment pour le paiement des allocations de chômage. Le PTB ne dit rien sur les nombreux secrétaires, payés à des salaires de cadre et toujours les premiers interlocuteurs des patrons en cas de restructuration, par-dessus la tête des militants dans l'entreprise, ni sur les très nombreux permanents que les grands et petits privilèges élèvent au-dessus de la masse des travailleurs exploités, ne serait-ce que par le fait d'être libérés de tout ou partie du travail de production. Ce sont des milliers de salariés et de militants dont le salaire ou la nomination dépendent de la direction des appareils syndicaux. Les syndicats belges sont des appareils puissants et conscients de leurs intérêts propres, distincts des intérêts des travailleurs. La remise en cause de leur rôle dans le paiement des allocations de chômage par un

prochain gouvernement pourrait d'ailleurs être une cause de leur mobilisation bien plus déterminante que les mesures d'austérité qui pleuvent depuis des années sur la classe ouvrière.

Quant aux élections pour désigner les dirigeants des syndicats, tous les militants savent qu'elles sont contrôlées pour que ne puissent pas s'exprimer de courants différents de celui de la direction.

L'histoire du mouvement ouvrier belge, comme celle de bien d'autres pays, est riche de luttes importantes que les appareils syndicaux ont trahies ou menées dans des impasses. Ce n'est pas en suivant ces bureaucrates liés de mille liens et privilèges au système capitaliste que les travailleurs pourront imposer des changements mettant à mal les intérêts et le pouvoir de ce même capitalisme.

Un des objectifs d'un parti ouvrier révolutionnaire est donc nécessairement d'aider les travailleurs à s'émanciper de l'emprise des bureaucrates syndicaux, à prendre eux-mêmes la direction de leurs luttes, si possible à arracher la direction des syndicats des mains des bureaucrates. Mais cela ne peut se concevoir que dans le contexte de luttes intenses remettant en cause les intérêts des capitalistes, le pouvoir des gouvernements et les dirigeants syndicaux qui leur sont liés.

Les travailleurs n'en sont pas encore là, bien sûr. C'est un fait. Mais ces questions seront à l'ordre du jour lors des prochaines luttes importantes. Ce ne sont pas seulement les militants et les proches d'un parti ouvrier communiste qui devront être préparés à « prendre leur sort en mains », mais le maximum de travailleurs. C'est le seul gage que des luttes importantes aboutissent à des succès réels pour la classe ouvrière, menant au renversement de la société capitaliste. Il faut que des millions de travailleurs prennent alors confiance dans les idées, les perspectives et les moyens d'organisation proposés par le parti communiste révolutionnaire. Cela se réalisera avec d'autant plus d'efficacité que ces travailleurs vérifieront concrètement par eux-mêmes ce que le parti défendait théoriquement auparavant.

Permettre aux travailleurs de devenir conscients, c'est d'abord leur dire la vérité sur les problèmes qu'ils rencontrent, non seulement sur l'exploitation capitaliste vorace, la course aux profits qui aggrave le chômage, mais aussi sur les raisons pour lesquelles la classe ouvrière en est là : pourquoi actuellement elle ne se défend pas contre les attaques du patronat, pourquoi les syndicats n'organisent pas de contre-offensive, pourquoi ils freinent quand des luttes éclatent. Et bien sûr, sur un autre plan mais tout aussi déterminant, il faut savoir et dire comment l'URSS, créée sur la base de la première révolution ouvrière

victorieuse, a pu être menée à l'effondrement par les bureaucrates staliniens.

Bien sûr, le rôle des militants révolutionnaires dans les syndicats ne se résume pas à en critiquer les directions et, comme le dit le texte du congrès : « *Chaque lutte offre la possibilité d'activer des gens. Dans l'action collective, [même pour des objectifs limités] les gens apprennent à prendre leurs affaires en main.* » Certes, mais encore faut-il des militants qui aient la préoccupation première d'aider les travailleurs à s'affranchir des tribuns qui ne passent jamais aux actes, des dirigeants syndicaux et des permanents qui craignent les travailleurs en lutte.

Mais les dirigeants du PTB semblent plus soucieux des appareils et des cadres syndicaux que des travailleurs du rang. Ainsi, le texte de 2008 dit-il que, « *grâce à notre attitude positive durant le pacte des générations (mobilisation contre une loi portée par les partis socialistes pour allonger les carrières et baisser les pensions en 2006), en engageant le débat avec de nombreux responsables syndicaux sur une base correcte, l'ouverture envers le parti a augmenté. En renforçant les liens, la coopération ne fera que croître.* »

« *Comme parti politique, nous défendons loyalement nos positions envers les syndicats. Sur ce plan, nous aspirons à l'unité avec la plus grande majorité des responsables syndicaux et des délégués.* »

« *À des étapes cruciales de la lutte, le parti défend sa vision mais s'incline devant les décisions de la majorité. C'est l'organisation de masse qui mène la lutte. Ceci est en rupture avec notre passé où nous avons souvent appelé à des aventures sans relais syndical.* »

Pour ne pas retomber dans le gauchisme des années 1970, les dirigeants du PTB d'aujourd'hui s'engagent en fait dans le suivisme vis-à-vis des appareils syndicaux. « L'organisation de masse » qu'ils évoquent ici n'est autre que le syndicat, contrôlé par la bureaucratie syndicale, et non pas une organisation des travailleurs en lutte contrôlée par ceux-ci, comme les comités de grève de la grève générale de 1960-1961 auraient pu en être l'embryon. Cela revient tout simplement à un appel à s'incliner devant la bureaucratie syndicale.

TROUBLES DE MÉMOIRE ?

Le PTB n'hésite pas à réécrire l'histoire. Dans *Première à gauche*, Raoul Hedebouw revient sur la lutte contre la fermeture des Forges de Clabecq en 1997, une des dernières luttes d'ampleur dans le pays, qui avait duré six mois et que les dirigeants FGTB de l'usine avaient cherché dans une certaine mesure à élargir au-delà de leur seule entreprise, en opposition avec leur direction

nationale.

Le jeune Raoul Hedebouw avait à l'époque servi d'interprète flamand à Roberto D'Orazio, dirigeant de la lutte. Mais, dans ses souvenirs de jeunesse, il oublie l'exclusion D'Orazio, en pleine lutte, par la direction de la FGTB ! De même, il ne dit rien de ces délégués de Clabecq qui avaient créé un Mouvement de renouveau syndical (MRS). Le MRS avait pourtant attiré de nombreux militants syndicaux de base de tout le pays, qui cherchaient une solution pour ne plus être constamment entre le marteau et l'enclume, contraints de justifier les reculs décidés derrière leur dos par la bureaucratie syndicale.

Pour plaire aux bureaucrates syndicaux, Raoul Hedebouw a des trous de mémoire ! Mais, plus grave encore, il réduit la possibilité que de futurs militants et, plus largement, des travailleurs conscients puissent connaître et discuter cette expérience de lutte, ses aspects positifs et ses limites, et aussi celles du MRS qui a représenté un espoir pour de nombreux militants, dont beaucoup furent d'ailleurs exclus de la FGTB.

Certes, le texte du congrès invite à lire les ouvrages sur cette lutte, mais on ne pourra pas non plus y trouver les limites que les militants syndicaux de Clabecq mettaient à leur action. Le tribun D'Orazio, chez qui le jeune Raoul a rencontré une « *volonté de changer la société* », avait les limites des syndicalistes combattifs. Il considérait par exemple qu'il n'avait pas le droit de s'adresser par-dessus leurs délégués syndicaux aux travailleurs d'autres usines pour leur proposer de s'organiser.

Et le PTB, engagé alors à fond et sans critique derrière D'Orazio – qui faisait la une de nombreux numéros de *Solidaire* de cette année-là – n'avait pas d'autre perspective à proposer à ces militants syndicaux que de tenter de peser sur la direction de la FGTB, au lieu de s'adresser directement à l'ensemble des travailleurs qui regardaient ce mouvement avec sympathie. Bien sûr l'élan de la lutte passé, la démobilisation et la démoralisation ont fait leur œuvre, et les dirigeants de l'appareil FGTB ont écarté les militants qui les gênaient.

Ce suivisme par rapport aux syndicats est devenu une constante de la politique du PTB. Ainsi, Christian Viroux, ancien permanent syndical de la région de Charleroi, à la retraite maintenant, qui avait notamment géré en bureaucrate le conflit de 104 jours aux verreries Splintex en 2004-2005, remerciait ainsi le PTB à l'occasion d'un meeting de la liste pour les élections fédérales sur laquelle il était en troisième position : « *À aucun moment le PTB n'a essayé de récupérer le conflit et ne s'est jamais immiscé dans la gestion de celui-ci.* »

UN FLIRT DANGEREUX

En se rapprochant des fractions de l'appareil syndical FGTB pour le moment en froid avec l'appareil du PS, le PTB a pu élargir son audience électorale et le milieu de ses militants. Mais l'appareil syndical risque d'avoir bien plus d'influence sur le PTB que le PTB ne peut avoir d'influence sur l'appareil syndical.

Le PTB s'est réjoui d'avoir pu présenter 170 délégués syndicaux sur ses listes. Mais si le nombre de syndicalistes a augmenté au sein du PTB, ils ont apporté avec eux leurs années ou dizaines d'années de déformations syndicales et bureaucratiques. Et il est quasiment impossible qu'ils les abandonnent... si tant est que les dirigeants du PTB veuillent les engager sur cette voie. Les choix politiques du PTB renforcent l'influence de la bureaucratie sur ses propres militants, comme la tendance à faire les choses à la place des travailleurs et à se méfier de leur initiative. C'est les désarmer d'avance pour les situations où ils entrèrent en opposition avec les appareils syndicaux. Et c'est armer des dirigeants syndicaux qui sauront d'autant mieux mener les luttes dans l'impasse que le PTB leur aura fait à bon prix une réputation de gauche.

Combien de temps durera ce flirt de responsables syndicaux avec le PTB ? Il peut vite se terminer, car le PS se retrouve maintenant dans l'opposition au gouvernement fédéral et plus libre de tenir des discours démagogiques. Quel choix feront ces délégués syndicaux, hier sur les listes du PTB, quand les dirigeants socialistes leur feront des propositions bien plus alléchantes que celles du PTB ?

Si les militants ouvriers du PTB devenaient une menace pour l'hégémonie de la bureaucratie dans les syndicats, celle-ci n'hésiterait pas à se débarrasser de cette concurrence... sauf si une forte mobilisation ouvrière l'en empêchait. Ces dirigeants de syndicats se sont déjà débarrassés de nombreux militants, notamment du PTB et aussi ceux qui avaient rejoint le Mouvement du renouveau syndical de D'Orazio.

Les gages que le PTB donne aujourd'hui aux appareils syndicaux ne protègent pas ses militants d'une telle menace. Au contraire, faire applaudir aujourd'hui les dirigeants de l'appareil prépare à une désillusion et une désorientation qui frapperont les militants d'autant plus durement. C'est ainsi que la « nouvelle force de gauche » peut rapidement devenir un nouveau facteur de démoralisation.

Si les succès électoraux et militants du PTB se maintiennent, ce qui serait positif dans cette période de recul du mouvement ouvrier, la « colonne vertébrale » militante du PTB résistera-t-elle

à l'arrivée de nombreux membres venus sur la base d'illusions réformistes et de militants ayant surtout comme formation les pratiques syndicales bureaucratiques? Et le PTB gardera-t-il son héritage politique stalinien, ou bien le poids de ses nouveaux adhérents le poussera-t-il à adopter une politique plus éclectique, plus à la mode et plus petite-bourgeoise? L'avenir le dira. Mais des travailleurs et militants ouvriers, y compris du PTB, ne pourront évoluer sur la voie révolutionnaire que s'il existe un réel courant militant proposant une telle politique aux travailleurs, une politique qui puisse les aider à s'émanciper de la tutelle de la bureaucratie syndicale. Un tel courant ne peut exister que s'il s'appuie sur la compréhension de toute l'expérience historique du mouvement ouvrier, y compris en tirant toutes les leçons des trahisons staliniennes, s'il s'appuie sur l'héritage du bolchevisme exprimé par le programme trotskyste.

16 octobre 2014



LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DU PTB:

Tous les élus du PTB viennent de circonscriptions francophones. Dans les cantons ouvriers de la région de Liège, le PTB atteint même 20,67% à Herstal et 15,66% à Seraing.

En Flandre, avec 4,3% des voix, le PVDA a raté de peu son objectif d'obtenir un élu néerlandophone au Parlement fédéral, car il faut au minimum 5% des voix dans une circonscription électorale. Dans le canton d'Anvers, qui recouvre la ville même, le PVDA a cependant obtenu 8,85% des voix, et à Genk, où Ford a fermé son usine en 2012, il atteint 6,57%.

Pour l'ensemble de la Belgique, les listes du PTB-PVDA obtiennent plus de 257 000 voix, soit 3,72%.

Pour un petit parti, cela représente une progression non négligeable, qu'on pouvait déjà discerner lors des élections de 2012, où le PTB était passé à 59 élus dans 26 communes ou arrondissements au lieu de 15 et 8 en 2006. Il revendique aujourd'hui 8 000 membres, au lieu des 2 800 de 2008.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC**
(n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme**
(n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique**
(n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme**
(n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie**
(n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?**
(n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**
(n° 103, 28 avril 2006)

Russie

- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** (n° 93, 25 avril 2003)

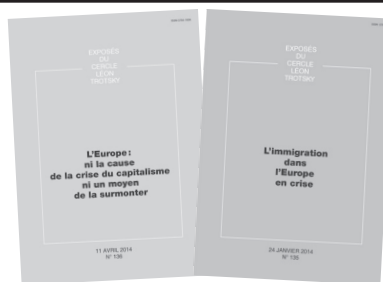
Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**
(n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme**
(n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**
(n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**
(n° 101, 27 janvier 2006)

- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter**
(n° 136, 11 avril 2014)



- **L'immigration dans l'Europe en crise**
(n° 135, 24 janvier 2014)

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines**
(n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement**
(n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes**
(n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme**
(n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons**
(n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques**
(n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Librairies où *lutte de classe* est en vente

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e

La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la sous-
préfecture

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs
Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste

Prix : 1 €

Abonnements :

France - DOM TOM : six mois : 18 € ; un an : 35 €

Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter

Versements à LUTTE OUVRIÈRE

CCP PARIS 26 274 60 R

AFRIQUE



**Le pouvoir
aux
travailleurs**
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Mensuel trotskyste publié par
l'Union Africaine des Travailleurs
Communistes Internationalistes

P.A.T. - BP 42

92114 Clichy Cedex

GUADELOUPE
MARTINIQUE



Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Bimensuel trotskyste – Guadeloupe - Martinique

Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € · Pli ouvert : 23 €

Guadeloupe Combat Ouvrier

M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave

Martinique Combat Ouvrier

Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R.
Organisation des Travailleurs Révolutionnaires
(Union Communiste Internationaliste)

Mensuel révolutionnaire internationaliste

publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)

vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste américain

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$

Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$

PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

Revue trimestrielle publiée par *The Spark*

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$

Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$

Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

GRANDE-
BRETAGNE



Trimestriel

publié par Workers' Fight

BM ICLC - London WC1N 3XX

Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10



Mensuel

Abonnement : écrire à la boîte postale

ITALIE



Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste

Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia

Abonnement 1 an : 12 €

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)

Mensuel trotskyste turc

Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX

www.sinifmucadelesi.net

ALLEMAGNE



Das rote Tuch

Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter

Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €

Correspondance :

Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen

www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

ESPAGNE



Mensual trotskysta (Unión Comunista Internacionalista)

Correspondance: boletinvozobrero@yahoo.es

apartado de correos

10210 - Sevilla



Lutte de classe - Prix hors zone euro : Argentine : 3 pesos - Canada (Québec) : \$ 2.00 - Danemark : 11 DKK - Haïti : 20 gourdes - Suisse : 3 FS.